janvier-mars 2014

La lettre de l'ADEA

Association pour le développement de l'éducation en Afrique www.adeanet.org

Le cadeau de l'espoir

Editorial

Alors que nous démarrons l'année 2014 et que nous pleurons encore la perte de Nelson Mandela, notre tristesse devrait être tempérée de joie. Madiba – comme on l'appelle affectueusement en Afrique – nous a fait le plus beau de tous les cadeaux : l'espoir.

« *L'éducation est l'arme la plus puissante que vous pouvez utiliser pour changer le monde* », a déclaré Mandela. L'éducation est l'outil pour développer l'Afrique et autonomiser les individus afin qu'ils puissent se sortir eux-mêmes de la pauvreté. Elle fait tomber les barrières et favorise la paix. Elle construit des nations fortes dans leur diversité, résilientes, dynamiques et innovantes. Elle nous donne l'espoir que nous allons édifier un futur durable dans lequel les jeunes pourront acquérir les compétences et l'éducation de qualité dont ils ont besoin pour occuper la place qui leur revient de droit dans le monde du travail et la société.

Ce numéro de la Lettre d'information de l'ADEA explore la façon dont nous – la communauté éducative diverse de la famille de l'ADEA, notamment les ministères, le secteur éducatif, les agences internationales de développement, la société civile,le secteur privé et les acteurs de la recherche – avons l'intention de travailler ensemble pour assurer une transformation rapide et peut-être radicale de l'éducation africaine, et, ce faisant,des économies africaines. La priorité est d'accélérer le changement à tous les niveaux et de capter l'énergie de la jeunesse africaine, qui représente déjà près de 50% de la population d'Afrique subsaharienne, ce qui en fait la région la plus jeune du monde.

Ce fait démographique devrait nous donner de l'espoir. Si nous le rendons possible pour eux, les jeunes seront la force motrice à l'origine de la prospérité économique des décennies à venir. Il y a d'énormes bénéfices à retirer d'une main-d'œuvre plus instruite et mieux formée, d'une main-d'œuvre ayant les compétences scientifiques et techniques qui lui lui permet d'être compétitive sur le marché mondial d'aujourd'hui de la technologie et du savoir.

Les filles et les femmes sont une autre ressource sous-utilisée à cause de leur insuffisante instruction et leurs perspectives sociales et économiques plus réduites. En Afrique subsaharienne, par exemple, une jeune femme sur trois n'a pas achevé l'école primaire. Il faut lui offrir une deuxième chance si l'on veut qu'elle acquière les compétences fondamentales en lecture, en écriture et en calcul. Celles qui vivent dans les zones pauvres et rurales cumulent les difficultés et ont moins d'opportunités. Dans mon propre pays, le rapport mondial de suivi sur l'EPT 2012 indique que presque 60% des garçons des ménages riches acquièrent les compétences fondamentales contre 40% des filles des ménages riches,

S.E. Mme. Koumba Boly Barry, saluant des élèves de la promotion 2013 © Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation

mais 5% seulement des filles et des garçons des ménages pauvres.

Dans un tel contexte, les besoins sont clairs et notre tâche est toute tracée. Nous devons nous assurer que chacun, chacune ait sa chance – en renforçant les institutions, les capacités et les partenariats, en élaborant des politiques économiques et de gouvernance viables et en mettant en place des outils appropriés d'apprentissage et de gestion.

À cette fin, l'ADEA s'est engagée à renforcer son avantage comparatif en matière de développement de l'éducation par la mise en œuvre de son deuxième Plan stratégique à moyen terme (2013-2017). L'objectif principal est de soutenir les ministères de l'éducation africains à faire face aux défis auxquels leurs systèmes éducatifs sont confrontés. Avant tout, il est urgent de mettre en œuvre

suite à la page … 2>

L'ADEA vous souhaite une bonne année

MEILLEURS Voeux 2014

« L'éducation est l'arme la plus puissante que vous pouvez utiliser pour changer le monde » Nelson Mandela

Suite de l'éditorial

un changement de paradigme par le biais des réformes qui ont été proposées aux chefs d'État africains pendant la Triennale 2012 de l'ADEA, accueillie et activement poursuivie par mon pays, le Burkina Faso. Le plan définit cinq objectifs stratégiques :

- Faire progresser les politiques, stratégies, pratiques et programmes qui promeuvent les connaissances, compétences et qualifications critiques ;
- Développer et promouvoir des solutions africaines répondant aux besoins nationaux et régionaux en matière d'éducation et de formation ;
- Favoriser une utilisation accrue de technologies appropriées d'information et de communication, afin de transformer les approches d'éducation et de formation et d'obtenir des résultats rapides ;
- Optimiser et diversifier le réseau de partenaires de l'ADEA ; et
- Améliorer les capacités et l'efficacité de l'organisation.

Chacun de ces cinq objectifs stratégiques est accompagné d'initiatives stratégiques. Par exemple : définir et sélectionner les connaissances, compétences et qualifications critiques ; éclairer l'élaboration de politiques, stratégies, pratiques et programmes efficaces ; contribuer à mise en œuvre de la deuxième décennie de l'éducation de l'UA et d'autres initiatives régionales et continentales ; engager les parties prenantes des secteurs de la technologie et de l'éducation à identifier ensemble des solutions TIC réalisables ; promouvoir des politiques et stratégies d'intégration des TIC ciblant les groupes et populations marginalisées ; diversifier la base de partenaires pour intégrer de nouvelles voix et expériences dans le dialogue politique ; accroître l'appui financier des partenaires du réseau ; développer et améliorer en permanence les processus opérationnels ; institutionnaliser et encourager l'implantation d'une culture qui promeut les valeurs sociales et spirituelles.

C'est un programme ambitieux, mais il reflète les objectifs ambitieux que l'Afrique elle-même s'est fixés. À travers l'exercice de Vision, une nouvelle vision de l'ADEA renaît, une organisation plus efficiente, efficace, répondant de plus près aux besoins des pays. Et l'Afrique est déterminée à faire de même en se transformant elle-même et en se renouvelant.

Il me semble approprié de terminer sur cette note d'espoir et de renaissance.

Alors que nous commençons une nouvelle année, souvenons-nous de la vie et de l'héritage de Mandela : ensemble, nous pouvons faire de ce monde un monde meilleur pour tous. Nous avons des raisons d'espérer. Les économies africaines se développent plus vite que celles de la plupart des autres régions du monde. Le continent possède de grandes ressources naturelles et, avec sa population jeune et débordante de vie, d'énormes réserves de capital humain. Le temps est venu pour l'Afrique de développer une main-d'œuvre forte et qualifiée qui puisse traduire cette croissance en prospérité pour l'ensemble des populations africaines. Acceptons ce cadeau de l'espoir.

Je souhaite à chacun et chacune un Nouvel An heureux et paisible. Puisse 2014 être une année où nous ferons des avancées significatives pour développer et habiliter les peuples à travers une meilleure éducation.

Ouagadougou, le 2 janvier 2013

S.E. Mme Koumba Boly Barry
Ministre de l'Éducation nationale
et de l'Alphabétisation, Burkina Faso

Sommaire

Editorial

Le Cadeau de l'espoir 1

Focus : Suivi de la Triennale 2012

De Ouaga à Addis-Abeba 3
Pour réussir, des changements de paradigme sont nécessaires 5
Après Ouaga, guider la mise en œuvre 6
Un socle commun de compétences pour tous 7
Déclencher l'avantage compétitif de l'Afrique 9
Le DCTP pour lutter contre le chômage 11
Après Ouaga, agir 12
Intégrer, éduquer aux TIC 13
Valoriser le potentiel des femmes 15
Journée Corée-Afrique : Enseignements 16
De la fuite à l'afflux des cerveaux 17
Les GT mobilisés pour le suivi de la Triennale 18
Les PQIP aiguillent le changement sur le terrain 20

Conférences et réunions

1er Forum africain STI 10
1er Forum ministériel africain sur l'intégration des TIC 14
Conférence CEN-SAD sur l'éducation pour les nomades 21

Programmes et initiatives

Prix pour la Recherche en Éducation en Afrique 22

Vision, mission et plan stratégique

L'ADEA repositionnée de manière stratégique 23
Demain l'Afrique 24

Ressources

Nouvelles publications 26

De Ouaga à Addis-Abeba

Le président Blaise Compaoré présente le Cadre stratégique de l'ADEA adopté au Sommet de l'Union Africaine

L'Assemblée des chefs d'État de l'Union africaine a approuvé en janvier 2013 une initiative ambitieuse visant à promouvoir le développement des compétences critiques dont l'Afrique a besoin pour son développement. Elle a adopté le Cadre stratégique de politique conçu par l'ADEA pour guider la mise en œuvre des réformes en vue de promouvoir les connaissances, compétences et qualifications critiques pour le développement durable de l'Afrique.

Ceci est le fruit des efforts du président Blaise Compaoré qui s'est engagé à obtenir l'assurance de ses pairs qu'ils entreprendront les réformes et les changements de paradigme nécessaires pour accélérer la transformation des systèmes d' éducation et de formation et impulser le futur développement de l'Afrique. Lors de la Triennale, le chef d'État du Burkina Faso, s'était engagé lui-même à assurer le leadership politique pour la mise en œuvre des recommandations de la Triennale.

L'intervention du président Compaoré en janvier 2013, lors du Sommet des chefs de l'État de l'UA, a été faite pendant la discussion sur « le panafricanisme et la renaissance africaine ». Elle a suivi un rappel du président de l'UA, M. Nkosozana Dlamini-Zuma, qui a plaidé en cette année du 50ème anniversaire de l'organisation continentale, pour une accélération des progrès dans des domaines critiques pour l'Afrique – notamment l'éducation.

© H.E. Blaise Compaoré

Le président Compaoré a notamment parlé de la nécessité de développer les compétences techniques et professionnelles (DCTP) sur le continent, qui compte de nombreux analphabètes. Il a noté que le moment était venu d'« *opérer un changement fondamental, car les modèles traditionnels de la formation technique et professionnelle ne répondent plus aux besoins énormes de la population majoritairement jeune de l'Afrique* ».

L'Afrique doit par conséquent promouvoir « *un nouveau système plus inclusif, plus diversifié, plus flexible et plus réactif de façon à satisfaire tous les apprenants et tous les besoins d'apprentissage* ».

Il a ajouté que l'éducation et la formation devaient tenir compte des besoins des employeurs afin de faciliter la transition vers le monde du travail et d'encourager l'auto-emploi.

Le président Compaoré a également rappelé à ses homologues que l'Afrique était en retard en matière de compétences scientifiques et techniques et qu'elle devait combler cet écart rapidement. Les Africains de la diaspora ainsi que certains chefs d'entreprises pourraient se révéler utiles à cet égard.

L'Afrique doit de surcroît investir plus dans les domaines de la science et de la technologie et instiller une culture scientifique dans ses

La Triennale 2012 de l'ADEA s'est tenue à Ouagadougou du 11 au 17 février 2012. « Le thème était : *Promouvoir les connaissances, compétences et qualifications critiques pour le développement de l'Afrique : comment concevoir et édifier une réponse efficace des systèmes d'éducation et de formation*. Trois larges sous-thèmes ont été explorés : le socle commun de compétences, les compétences techniques et professionnelles, et les compétences techniques et technologiques.

systèmes éducatifs, relier le développement des compétences scientifiques à la recherche de solutions aux défis du développement et mutualiser ses ressources pour répondre efficacement et durablement aux défis des secteurs de haute technologie.

Le président Compaoré a demandé aux États africains d'approuver les recommandations issues de la Triennale 2012 de l'ADEA et, plus spécifiquement :

- Adopter une vision holistique du développement des compétences qui ouvrira des possibilités pour une éducation allant bien au-delà de l'école formelle ;
- Promouvoir une approche stratégique des politiques d'éducation et de formation ;
- Repositionner l'égalité et la qualité de l'éducation et de la formation comme bases du développement en offrant des opportunités qui correspondent aux besoins de chacun ;
- Intégrer l'héritage culturel, linguistique, historique et spirituel de l'Afrique ;
- Créer une culture scientifique au sein des systèmes d'éducation et de formation ;
- Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie ;
- Intégrer les TIC dans l'éducation, la formation et l'apprentissage ;
- Mettre en place les conditions essentielles à la réussite de la mise en œuvre des réformes.

« Le président Compaoré a ainsi plaidé pour que s'opère un changement de paradigme dans l'éducation et la formation afin que ces derniers contribuent directement au développement de compétences dont l'Afrique a besoin ».

Chefs d'État et ministres s'accordent sur la nécessité de mettre l'éducation au service de la croissance et du développement

Le président Compaoré a présenté les principales recommandations de la Triennale 2012 de l'ADEA aux chefs d'État africains réunis à Addis Abeba le 27 janvier 2013.

Cet engagement avait été pris par le président Compaoré en présence de trois autres chefs d'État pendant la cérémonie d'ouverture de la Triennale qui a eu lieu le 12 février 2012 à Ouagadougou, au Burkina Faso.

Les chefs d'État présents à la cérémonie étaient le président Compaoré, S.E. M. Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire et S.E. M. Mahamadou Issoufou du Niger. L'ancien chef d'État du Mali, Amadou Toumani Touré, était également présent. De plus, le premier ministre du Bénin, M. Pascal Koupoki, a assisté à l'événement ainsi que Mathias Harabamungu, le ministre de l'Éducation du Rwanda, représentant le président Paul Kagame.

Le prof. Sam Ongeri, ministre de l'Éducation du Kenya, président du Bureau des ministres de l'ADEA et de la Conférence des ministres de l'Éducation de l'Union africaine (Comedaf) a appelé ses homologues à transmettre les résultats de la Triennale à leurs gouvernements respectifs pour s'assurer qu'ils seront effectivement discutés en conseil des ministres et dans les parlements nationaux et que les gouvernements se les approprieront, garantissant ainsi la poursuite du processus de suivi à travers les structures gouvernementales.

S.E. M. Luc Tiao, premier ministre du Burkina Faso, a déclaré à la fin de l'événement que Ouagadougou serait un tournant et tracerait la voie vers une refonte complète des systèmes africains d'éducation et de formation fondée sur la vision partagée du développement durable de l'Afrique.

L'événement phare de l'ADEA - la Triennale de l'éducation et de la formation en Afrique - est le rendez-vous mondial le plus important et le plus influent sur l'éducation en Afrique. Jusqu'en 2012, elle se tenait tous les deux ans et s'appelait « Biennale ». Elle a lieu désormais tous les trois ans. En 2012, la Triennale s'est tenue à Ouagadougou, au Burkina Faso, du 11 au 17 février 2014. Elle a réuni près de 1000 participants, dont quatre chefs d'État, des premiers ministres, 39 ministres africains de l'éducation et de la formation et d'autres secteurs, des haut-représentants de la plupart des organismes de coopération et de développement qui opèrent en Afrique, ainsi que des chercheurs et des représentants de la société civile et de la jeunesse africaine. La Triennale a intégré dans son programme une journée de la Diaspora et une Journée Afrique – Corée.
Pour plus d'information lire le rapport de la Triennale

Pour réussir, des changements de paradigme sont nécessaires

La nécessité d'opérer un changement de paradigme qui rapprochera l'éducation de la formation est l'une des conclusions les plus ambitieuses de la Triennale 2012 de l'ADEA.

Le thème de la Triennale 2012 était : « Promouvoir les connaissances, compétences et qualifications critiques pour le développement durable de l'Afrique : comment édifier et concevoir une réponse efficace des systèmes d'éducation et de formation » .

Les débats ont porté sur les compétences dont le monde du travail en Afrique a besoin et sur les changements à apporter dans les curricula à tous les niveaux et filières d'enseignement pour assurer leur acquisition. Il y a urgence, quand on sait que 66 % des jeunes Africains n'accèdent pas au système formel d'enseignement après le primaire et que les jeunes constituent la majorité des chômeurs en Afrique.

Le nouveau paradigme devra reconnaître le rôle central des sciences, de la formation professionnelle, des TIC et de l'apprentissage tout au long de la vie. Il plaide pour des partenariats resserrés entre secteur de l'éducation et monde du travail, afin que l'éducation et la formation soient en phase avec les besoins des économies nationales et préparent les jeunes Africains aux défis sociaux et économiques qu'ils devront relever une fois adultes.

Cette vision implique une approche holistique de l'éducation et de la formation orientée vers la demande et le développement durable. La légitimité de l'éducation et de la formation réside bien dans le service à la société et aux communautés qui la composent.

Les valeurs éthiques et les compétences en matière de bonne gouvernance, ainsi que la science, la technologie, la communication et les TIC sont autant de nouveaux domaines d'apprentissage ou de domaines à renforcer, d'une pertinence particulière pour la jeunesse, pour assurer le développement durable de l'Afrique. Ils doivent à ce titre faire partie de l'environnement de l'éducation et de la formation.

Par ailleurs, le rôle de la diaspora en tant que futur partenaire clé apportant une valeur ajoutée à l'éducation et la formation en Afrique a été reconnu.

La participation active de la Corée du Sud à la Triennale, l'examen de son évolution depuis les années 1960 et la contribution de l'éducation, de la formation et de la recherche au développement de la Corée, ont incité l'Afrique à examiner des mécanismes de développement qui pourront la conduire vers le progrès économique.

Les nécessaires changements de paradigmes

pour refonder les systèmes et les politiques d'éducation et de formation au service du développement durable

1. Réorienter les politiques et les systèmes d'éducation et de formation : passer de la logique d'offre à celle de la demande
2. Réformer les curricula : passer de la maîtrise de « savoirs décontextualisés » à l'acquisition de compétences
3. Réformes pédagogiques : elles doivent soutenir l'apprentissage et la construction de compétences pour le développement durable
4. Intégrer les problématiques essentielles de l'éducation et de la formation pour le développement durable dans les curricula
5. Mettre en place des cadres nationaux de reconnaissance et de validation des acquis
6. Intégrer les TIC dans les systèmes d'éducation et de formation
7. Articuler les changements systémiques et les réformes aux différents niveaux et filières
8. Orienter les es politiques, les systèmes et les stratégies d'éducation et de formation vers l'apprentissage tout au long de la vie (ATLV).

Extrait de la Synthèse générale sur les connaissances, compétences et qualifications critiques pour un développement accéléré et durable de l'Afrique, ADEA 2013, par Mamadou Ndoye et Richard Walther.

President Blaise Compaoré, S.E. M. Alassane Ouattara, S.E. M. Amadou Toumani Touré (page 4), S.E. M. Mahamadou Issoufou, S.E. M. Pascal Koupoki, S.E. M. Mathias Harabamungu (page 5) © ADEA

Après Ouaga, guider la mise en œuvre

L'ADEA a élaboré un cadre stratégique de politique pour la mise en œuvre des recommandations de la Triennale. Il comprend des orientations politiques et stratégiques générales pour aider les pays africains à relever les défis posés par la transformation de leurs systèmes éducatifs

Le cadre stratégique de politique fait des projections sur l'avenir de l'Afrique et le rôle central que l'éducation peut jouer. Il indique quelles conditions sont nécessaires pour réaliser cette vision, les compétences critiques requises et les réformes à entreprendre. Ce faisant, l'ADEA espère que ce cadre aidera à promouvoir les approches d'éducation et de formation qui accélèrent le développement. Ces actions exigent un engagement sans faille et une appropriation des dirigeants politiques au plus haut niveau, résolus à réformer en profondeur et à perfectionner les systèmes d'éducation et de formation actuels. Le cadre est donc un outil de référence de suivi et d'évaluation qui vise à inspirer la réalisation de la vision africaine du futur par la mise en œuvre de politiques régionales et nationales.

En ce XXIe siècle, l'Afrique se projette désormais comme un continent paisible et mieux intégré, prospère — un continent où les citoyens sont maîtres de leur destinée. Ces perspectives sont prometteuses, mais uniquement si l'Afrique peut pleinement utiliser son énorme potentiel pour le développement et faire de sa forte croissance démographique un « bonus démographique » en misant davantage sur le développement des capacités et des compétences de ses populations, notamment sa population féminine en grande partie illettrée et marginalisée.

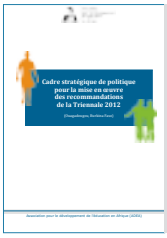
Le cadre précise ces compétences, déclinées à partir des finalités de l'éducation et de la formation et des profils africains à promouvoir.

Les perspectives sont prometteuses, mais uniquement si l'Afrique utilise pleinement son potentiel et fait de la forte croissance de sa population un « bonus démographique »

- Au niveau des fondations, trois compétences de base constituent le socle commun de compétences à acquérir : les compétences en communication et l'apprentissage tout au long de la vie, les compétences pour l'insertion dans la société et le marché du travail, et les compétences relatives au développement personnel et qui encouragent l'identité africaine. Ce sont des compétences que l'on doit acquérir dès la naissance, à travers l'éducation de base ainsi qu'à travers des programmes de formation non formelle et informelle adaptés aux adultes.
- L'accent sur l'acquisition des compétences techniques et professionnelles est le deuxième niveau et implique de passer de l'enseignement et la formation techniques et professionnels traditionnels (EFTP) liés au système formel au développement de compétences techniques et professionnelles (DCTP), plus inclusif, qui cible une population importante de jeunes. Ceci a non seulement le potentiel de transformer les économies de subsistance en économie à forte croissance et d'assurer l'emploi et l'employabilité des jeunes, il permet également l'autonomisation des femmes et s'attaque au défi des compétences professionnelles inadéquates du continent.
- Le dernier niveau de compétences sont les compétences scientifiques et technologiques. Ici, le cadre propose plusieurs stratégies, notamment une plus grande diffusion de la culture scientifique, une éducation et une formation mises au service des besoins de la communauté locale et la traduction des résultats de la recherche en pratiques utiles et applicables.

Le cadre stratégique de politique conclut en proposant plusieurs réformes et changements de paradigme radicaux. Premièrement, la nécessité d'une vision holistique du développement des compétences, inclusive et intégrée, qui dépasse le système formel d'apprentissage. Deuxièmement, les gouvernements doivent mettre en place des consultations nationales et travailler avec les partenaires et les autres parties prenantes pour élaborer des politiques stratégiques en vue d'une réforme systémique du secteur de l'éducation et de la formation. D'autres propositions prévoient d'intégrer la culture à travers l'utilisation accrue des langues africaines, d'encourager l'apprentissage tout au long de la vie, d'intégrer les TIC dans l'éducation et la formation et de s'assurer du soutien de la diaspora africaine.

Le Cadre stratégique de politique a été entériné par les chefs d'État présents au Sommet des chefs d'Etat de l'Union africaine qui s'est tenu le 27 janvier 2013 à Addis Abeba.



Le document du cadre stratégique de politique peut être téléchargé sur le site Internet de l'ADEA à l'adresse suivante : www.adeanet.org/portalv2/fr

Mettre au travail de nouvelles compétences

A la Triennale 2012 de l'ADEA, l'enjeu au cœur des débats – identifier les compétences critiques pour accélérer le développement durable de l'Afrique – a été abordé à travers trois grandes thématiques : le socle commun de compétences pour un apprentissage tout au long de la vie ; l'acquisition de compétences techniques et professionnelles pour la croissance socio-économique ; l'acquisition des compétences scientifiques et technologiques pour le développement durable de l'Afrique dans le contexte de la mondialisation.

Les recommandations concernant ces trois domaines sont résumées dans les articles qui suivent, ainsi que le travail de suivi mené par l'ADEA après la Triennale.

Un socle commun de compétences pour tous

Tout le monde doit savoir lire, écrire et compter et acquérir des compétences cognitives, sociales et de vie et des compétences de base pour le travail

A la Triennale 2012 de l'ADEA, le sous-thème sur le « socle commun de compétences pour l'apprentissage tout au long de la vie » a été décliné dans plusieurs sessions consacrées aux questions suivantes : développement de la petite enfance (apprentissage de la langue, alphabétisation et instauration d'une culture de la lecture) ; compétences sociales et de vie, éducation pour la paix et gestion de l'offre dans des situations de post-conflit ; réforme du curriculum, pédagogie, formation et évaluation des enseignants ; inclusivité, compétences pour le développement rural et partenariats.

Plusieurs recommandations sont ressorties des discussions :

1. La priorité donnée à l'objectif de développement durable a de lourdes implications pour les systèmes d'éducation de base. L'acquisition par l'ensemble de la population d'un socle commun de compétences (SCC), de valeurs et d'attitudes est accentué. Un SCC précis – la lecture, l'écriture et le calcul, ainsi que les compétences cognitives, sociales et de vie, et des compétences de base pour exercer un travail – doit être acquis par tous, enfants, jeunes et adultes, à travers des filières formelles, non formelles ou informelles, dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie (ATLV) et dans tous les domaines de la vie.
2. Un SCC adapté doit être défini au niveau national à l'issue d'un processus consultatif. Les besoins des différentes catégories de la population, notamment les personnes vulnérables et défavorisées, devront être pris en considération.
3. La conception d'un cadre de collaboration entre pays pour constituer un SCC en s'inspirant des leçons des multiples expériences menées sur le continent doit faire partie des priorités.
4. L'apprentissage des compétences sociales et cognitives démarre dès la petite enfance et doit être promu dans les familles, les communautés et les structures préscolaires, avec le soutien de partenaires nationaux et, de préférence, en lien avec l'éducation parentale.
5. La qualité médiocre des résultats de l'apprentissage de base, comme la lecture, a attiré l'attention sur des problématiques clés, telles que l'interaction enseignant/élèves dans la classe, pointant notamment la nécessité d'un enseignement dans la langue maternelle et de pratiques didactiques adaptées. D'où l'obligation de focaliser les efforts sur l'amélioration de la qualité des processus pédagogiques.
6. L'acquisition réussie d'un SCC exige une approche holistique et intégrée qui doit

aligner les méthodes d'enseignement, les supports d'enseignement et d'apprentissage, l'évaluation et le soutien professionnel à un curriculum basé sur les compétences.

7. Un cadre national et exhaustif pour le curriculum axé sur les compétences doit être développé, qui doit couvrir toutes les formes d'éducation de base, et proposer des orientations pour développer les compétences des apprenants dans toute leur diversité.
8. Il faut inciter une collaboration régionale pour concevoir, traduire et publier des manuels scolaires et des supports d'enseignement et d'apprentissage, afin d'élargir la palette des outils disponibles dans les différentes langues nationales et optimiser les coûts de production des livres.
9. Les méthodes pour le suivi, la validation et l'accréditation du SCC doivent être explorées, surtout pour les compétences sociales et de vie, afin de disposer d'éléments pour une évaluation formative au niveau des écoles et des systèmes.
10. Les investissements dans l'enseignement et l'apprentissage doivent augmenter et, pour des raisons d'équité, privilégier les plus défavorisés, qui éprouvent le plus de difficultés d'apprentissage. Une attention particulière sera accordée aux investissements non matériels dans la recherche et le développement, notamment dans les domaines du curriculum et de la pédagogie.
11. La réforme de la formation des enseignants doit privilégier l'introduction d'une approche systématique, à travers toutes les formes de l'éducation de base, qui permettra aux enseignants d'acquérir des méthodes efficaces pour le développement des compétences, avec une mise à jour régulière des enseignants tout au long de leurs carrières.
12. Les conditions de service des enseignants, leur reconnaissance et leur motivation font partie des éléments indispensables pour accroître l'efficacité de la pédagogie dans une situation d'apprentissage. Elles doivent être reconnues et gérées de manière satisfaisante.
13. Un cadre de développement professionnel des enseignants doit être développé, assorti de critères permettant d'évaluer leur performance. Ce cadre sera utile pour structurer la formation continue, et la lier au parcours professionnel des enseignants et aux besoins de mise à niveau des enseignants non formés.
14. Les écoles doivent bénéficier d'un appui pour devenir des « écoles sans murs », c'est-à-dire des environnements qui favorisent toutes les formes d'apprentissage; de leur côté, les acteurs locaux peuvent être invités à utiliser les écoles comme centres pour le développement des enfants, contribuant ce faisant à l'inclusivité, au bien-être et à la réussite.
15. La promotion active, dans les lieux d'apprentissage, de la citoyenneté et des valeurs et compétences propices à la pacification sera plus efficace si l'opportunité est donnée aux apprenants de s'exprimer dans des instances décisionnaires de leurs communautés.
16. Les relations école-communauté doivent aussi permettre de confronter différentes appréhensions du savoir pour favoriser l'introduction des connaissances communautaires et indigènes dans le curriculum et renforcer les compétences scientifiques et cognitives.
17. Les filières formelles et non formelles d'éducation doivent être intégrées dans un système d'éducation de base diversifié et équitable, qui autorise la flexibilité et permet de s'adapter aux besoins et aux spécificités des différents groupes.
18. L'insertion des filles et des groupes vulnérables dans l'éducation formelle et non formelle doit être davantage privilégiée. L'accent doit être mis sur la participation et l'achèvement. L'apprentissage mutuel, à travers des approches curriculaires innovantes, doit être encouragé.
19. Il faut créer un cadre national pour l'ATLV en lien avec un cadre national de qualifications (NQF), afin de permettre aux jeunes et aux adultes non scolarisés de faire valoir leur droit à l'éducation. Un tel cadre pourra contribuer à développer les opportunités d'apprentissage pour l'acquisition d'un SCC et faciliter les transferts entre programmes.
20. Plusieurs facteurs sont cruciaux pour la réussite de la réforme de l'éducation de base : un leadership politique, une gouvernance partagée avec le secteur privé et la société civile, un accès équitable aux financements publics pour tous les apprenants, indépendamment des programmes suivis, et le renforcement des capacités des institutions (semi) gouvernementales chargées de mettre en œuvre les politiques.

Wim Hoppers et Amina Yekhlef[1]

© Enfant du monde

1. Wim Hoppers et Amina Yekhlef étaient les coordonnateurs de la Triennale pour le thème «Socle commun des compétences pour un apprentissage tout au long de la vie et le développement durable de l'Afrique». Courriel : wim.hoppers@ziggo.nl et yekhlef_amina@hotmail.com

Pour de plus amples informations, téléchargez la synthèse de l'ADEA sur le thème « Socle commun de compétences pour l'apprentissage tout au long de la vie et le développement durable en Afrique » par Wim Hoppers et Amina Yekhlef

www.adeanet.org/portalv2/fr

Déclencher l'avantage compétitif de l'Afrique

Les sciences et la technologie sont la clé pour libérer et exploiter les ressources et potentiels formidables de l'Afrique. Comment faire pour aller vite.

La bonne nouvelle est que l'Afrique est un continent doté d'abondantes ressources naturelles (pétrole, gaz, uranium, minéraux naturels rares et métaux précieux). Ceci ajouté à la diversité des cultures et des connaissances endogènes, et une population essentiellement jeune, fait de l'Afrique le continent du moment : son potentiel de croissance économique est immense. Cependant, l'Afrique est également confrontée à des défis tels que les conflits, la pauvreté, le taux élevé du chômage, la pénurie alimentaire, les systèmes de santé inadéquats et le changement climatique. La question est de savoir comment l'Afrique peut utiliser ses énormes ressources naturelles et humaines pour transformer la vie de ses populations et enclencher la prospérité et le développement durable ? Cette transformation socio-économique ne peut se produire que si elle est ancrée sur des connaissances et compétences scientifiques et technologiques qui apportent une valeur ajoutée aux ressources naturelles et si elle exploite l'énergie et les talents de la jeunesse africaine.

L'Afrique a fait des progrès dans le développement et l'utilisation des capacités scientifiques et technologiques. Un exemple au niveau continental est la publication en 2005 du document de l'UA et du NEPAD intitulé «Plan d'action consolidé (PAC) en sciences et technologies de l'Afrique». Au niveau national, des politiques ont été formulées et des instituts de sciences et de technologie ont été créés. La Triennale a cependant reconnu que l'Afrique manquait de dispositifs pour mettre en œuvre, suivre et évaluer les politiques, les processus et les institutions. Ellea identifié un certain nombre d'actions nécessaires pour mener à bien le programme agréé en sciences et technologies au niveau national et régional et faire avancer les sciences, la technologie et l'innovation (STI) en Afrique.

Actions critiques

Celles-ci sont ressorties des discussions de la Triennale 2012 sur le sous-thème de « L'acquisition tout au long de la vie des connaissances et compétences scientifiques et technologiques ».

L'apprentissage des sciences et de la technologie tout au long de la vie. Les fondements de l'apprentissage tout au long de la vie en science et en technologie doivent être renforcés, dès l'éducation de base, et ceci à travers :

- une appréciation et une intégration des connaissances endogènes dans les processus d'apprentissage ;
- un investissement continu dans l'enseignement et l'apprentissage de qualité de la science et de la technologie, offert dans les écoles et à travers d'autres voies d'apprentissage ;
- l'amélioration de la qualité de la formation des enseignants en sciences en mathématiques. Ceci est essentiel pour une acquisition réussie des connaissances, de la pensée scientifique et technologique et de leur utilisation. La qualité de l'éducation en sciences en Afrique dépendra finalement de la qualité des enseignants, de celle de la formation continue et du développement professionnel notamment en mathématiques et en sciences. Il faut en outre davantage d'enseignants en sciences pour répondre aux demandes actuelles et futures des systèmes éducatifs africains.

Puiser dans la jeunesse et son potentiel
Reconnaissant que la population de l'Afrique est majoritairement jeune, la Triennale a recommandé que les gouvernements investissent fortement et de manière avisée dans la jeunesse et dans l'acquisition des connaissances et compétences scientifiques et technologiques. Ceci exige une offre d'éducation de qualité, des soins de santé et un espace démocratique pour révéler de manière constructive l'immense énergie des

jeunes. Ignorer le potentiel des jeunes revient à refuser à l'Afrique sa ressource la plus précieuse. Avec des dirigeants visionnaires et des institutions appropriées, la jeunesse africaine peut libérer l'énergie nécessaire pour transformer les ressources naturelles en piliers de la croissance économique, des innovations, de l'entreprenariat, de la création d'emplois, de la compétitivité et du développement durable. À travers le printemps arabe et d'autres formes de protestation, la jeunesse a montré son impatience et son envie de changement !

Renforcer l'enseignement supérieur. En dépit de l'expansion rapide de l'éducation tertiaire au cours des 20 dernières années, l'Afrique reste la région au monde ayant la plus faible proportion d'élèves qui accèdent au supérieur – à peine 7 % de la cohorte d'âge. Les institutions du supérieur sont cependant essentiels pour le développement socio-économique car ils représentent une concentration de ressources, de recherche et de talent.

Les principales questions qui doivent être traitées concernant l'enseignement supérieur sont :

- les ressources limitées allouées à ce secteur et en particulier à la recherche et au développement (R & D) ;
- la qualité médiocre de l'éducation, notamment dans le domaine des sciences et de la technologie ;
- les inégalités persistantes entre les sexes ;
- le rôle des centres d'excellence dans la formation du troisième cycle, les travaux post doctoraux et la recherche ;
- les liens et la collaboration entre l'université et l'industrie.

Il faut en outre assurer l'accès universel aux connaissances scientifiques et technologiques. Les inégalités dans l'accès à l'enseignement supérieur perdurent. La plus évidente est la marginalisation des élèves issus de familles pauvres. Par ailleurs, alors qu'il est reconnu que la croissance rapide des TIC en Afrique a créé des opportunités et des innovations qui ont accéléré le développement politique et socio-économique, la fracture numérique entre l'Afrique et le reste du monde subsiste. Cette fracture pourrait s'agrandir si l'Afrique ne s'attaque pas aux défis qui entravent le développement des politiques, des stratégies, de l'infrastructure TIC et des capacités humaines de haut niveau. Ces capacités devraient faciliter le développement de technologies et d'innovations pour répondre aux besoins des communautés et de l'industrie africaine. Elles devraient aussi aider à augmenter la valeur ajoutée et à résoudre des problèmes fondamentaux dans les domaines de la santé, de la sécurité alimentaire, et de l' environnement.

Les initiatives régionales sont également essentielles pour le développement d'instituts de qualité pour la science, la technologie et l'innovation. Ces derniers exigent d'énormes ressources financières et autres (infrastructure, capital humain) que l'on peut obtenir plus facilement dans le cadre d'efforts collaboratifs. Sans une solide coopération régionale, la percée de l'Afrique sur le plan scientifique et technologique, le développement durable et l'autosuffisance resteront au stade de rêve.

Il est urgent que l'Afrique applique son programme et sa vision des sciences et de la technologie et crée des entités de coopération aux niveaux national et régional. C'est la seule façon de libérer les avantages potentiels formidables que constituent les abondantes ressources naturelles de l'Afrique et l'énergie de sa jeunesse. C'est également ainsi que l'Afrique pourra répondre aux attentes des masses africaines. A travers le continent, les populations espèrent que le temps est venu pour l'Afrique de profiter des taux élevés de croissance socio-économique, de l'industrialisation et des opportunités mondiales. L'Afrique ferait bien de continuer à apprendre de l'expérience de pays comme la Corée du Sud, Singapour et le Japon pour vivre ses rêves STI.

Kabiru Kinyanjui[1]

Premier Forum africain sur la science, la technologie et l'innovation (STI)

Dans le sillage de la Triennale, le 1er Forum africain sur la science, la technologie et l'innovation (STI) pour l'emploi des jeunes, le développement du capital humain et la croissance inclusive, s'est tenu à Nairobi, au Kenya, du 1er au 3 avril 2012. Le forum était organisé conjointement par la BAD, l'ADEA, l'Union africaine, l'UNESCO, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA) et le gouvernement du Kenya à travers le ministère de l'enseignement supérieur, de la science et de la technologie. Le forum a démarré par une réunion d'experts suivie d'une conférence ministérielle.

La réunion des experts a discuté des moyens de renforcer les STI en améliorant l'éducation en science, technologie et mathématiques (STEM), en renforçant la recherche scientifique et en assurant que l'enseignement supérieur dote les étudiants des compétences demandées par le marché du travail. Elle a également mis en exergue des expériences réussies montrant comment entretenir l'innovation et l'entreprenariat, puiser dans les connaissances existantes et cultiver un écosystème d'innovation dynamique, ainsi que des initiatives apportant des solutions aux défis de développement dans l'agriculture, la science, l'eau et l'énergie.

La Conférence ministérielle s'est intéressée à l'intégration des politiques STI dans les programmes de développement nationaux et régionaux et aux investissements et mécanismes de financement des STI.

Le Forum s'est terminé par la signature d'une Déclaration ministérielle qui inclut une série de mesures à prendre pour mettre à profit les STI pour le développement durable de l'Afrique.

Pour plus d'informations sur le Forum consultez le site dédié au Forum : www.adeanet.org/STIforum/fr

1. Kabiru Kinyanjui et Khadidja Khoudari étaient les coordinateurs de la Triennale pour le thème « L'acquisition tout au long de la vie des connaissances et compétences scientifiques et technologiques pour le développement durable de l'Afrique dans un monde globalisé » - Courriel : kabiru_kinyanjui@yahoo.com - kkhoudari@yahoo.com

Pour de plus amples informations, téléchargez la synthèse sur « L'acquisition tout au long de la vie de connaissances et compétences scientifiques et technologiques pour le développement durable de l'Afrique dans un monde globalisé », par Kabiru Kinyanjui et Khadidja Khoudari.
www.adeanet.org/portalv2/fr

Le DCTP tout au long de la vie pour lutter contre le chômage

Essentielle pour augmenter la productivité et la croissance économique, une main d'œuvre mieux qualifiée avec des compétences entrepreneuriales

© Banque mondiale

Le « Développement des compétences techniques et professionnelles tout au long de la vie (DCTP) était l'un des trois sous-thèmes de la Triennale 2012. Les discussions ont porté sur plusieurs enjeux, parmi lesquels : les compétences requises pour l'employabilité et l'emploi, les cadres nationaux de qualification et la reconnaissance de l'apprentissage antérieur ; les compétences et l'emploi dans le secteur informel (dont les compétences pour le développement rural et le secteur agricole) ; le coût et le financement du DCTP.

Enseignements tirés

Les principales conclusions et recommandations qui sont ressorties des discussions sont les suivantes :

1. Le DCTP constitue la principale réponse au chômage des jeunes et des adultes. Mais pour être efficace, il doit aller de pair avec des mesures de soutien post-formation pour faciliter l'insertion dans le monde du travail.
2. Le retour sur investissement du DCTP est important : des ressources humaines mieux qualifiées et ayant un esprit d'entreprise contribueront davantage à la productivité du travail et à la croissance économique. Un apprenant diplômé d'une filière DCTP a de meilleures chances de trouver un emploi qu'un individu non qualifié. De ce point de vue, le DCTP n'est pas aussi coûteux (en termes relatifs) qu'on le prétend souvent.
3. Pour concevoir et fournir un DCTP coût-efficace et adapté aux besoins du marché du travail, des partenariats multi-parties prenantes sont indispensables. Aussi, l'établissement de protocoles d'accords entre le gouvernement, le secteur privé, la société civile et les prestataires de formation est-il nécessaire.
4. Le DCTP doit aussi viser l'acquisition de compétences et l'application de technologies abordables dans les secteurs du développement rural et de l'agriculture. Les langues locales et les médias doivent contribuer à diffuser des informations et des connaissances aux agriculteurs, pour les aider à lutter contre les effets du changement climatique, la déforestation, l'appauvrissement des sols, les pénuries d'eau et autres défis.
5. Les cadres nationaux de qualification (CNQ) et la reconnaissance de l'apprentissage antérieur contribuent à combler l'écart entre le DCTP formel, non formel et informel, à travers des mécanismes et des possibilités de reconnaissance et de validation de l'expérience professionnelle mais aussi en récompensant et en motivant les travailleurs dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie.
6. Le DCTP de haut-niveau est nécessaire pour développer les compétences requises par les systèmes modernes de production, l'innovation technologique, la valorisation des matières premières et la transformation des économies nationales. Les pays doivent donc promouvoir le développement de compétences de base et de compétences plus sophistiquées.
7. Une recherche systématique sur le DCTP est indispensable pour étayer les politiques, les programmes et les plans d'action nationaux qui y sont relatifs. Une analyse de l'impact du DCTP sur la croissance économique, l'employabilité et les revenus individuels pourrait contribuer à éliminer les préjugés associés au DCTP et conforter son attractivité et son prestige.

George Afeti et Ayélé Léa Adubra[1]

1 George Afeti et Ayélé Léa Adubra étaient les coordinateurs pour le thème « Développement des compétences techniques et professionnelles tout au long de la vie (DCTP) pour une croissance socio-économique durable de l'Afrique » - Courriel : gafeti@yahoo.uk et aladubra@hotmail.com

Pour de plus amples informations, lire la synthèse publiée par l'ADEA « Développement des compétences techniques et professionnelles tout au long de la vie (DCTP) pour une croissance socio-économique durable de l'Afrique » par Georges Afeti et Ayélé Adubra
www.adeanet.org/portalv2/fr

Q&R

Après Ouaga, agir

Depuis la cérémonie d'ouverture de la Triennale 2012 jusqu'à la clôture, les participants ont insisté concernant la nécessité d'agir. L'ADEA répond à 10 questions sur les progrès sur la mise en œuvre.

1. Y a-t-il des pays qui ont commencé à mettre en œuvre les recommandations de la Triennale 2012 ?

Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Kenya et la République démocratique du Congo coordonnent actuellement la mise en œuvre des activités des Pôles de qualité inter-pays (PQIP) sur les langues et l'alphabétisation, le développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP) et l'éducation pour la paix. Des ateliers sur l'éducation pour la paix se sont tenus au Kenya en décembre 2012 et novembre 2013 et le PQIP sur l'éducation pour la paix (PQIP/EP) a maintenant un plan de travail pour 2014-2017. Deux séminaires sur le DTCP ont été organisés en Côte d'Ivoire : un sur l'intégration socio-économique des jeunes en Afrique en décembre 2012, dans le cadre de la création du groupe de travail sur l'intégration socio-économique ; l'autre sur les cadres nationaux de certification pour le DCTP en juillet 2013. Un atelier de l'ADEA sur l'éducation pour le développement durable s'est tenu à Maurice en novembre 2012. L'atelier s'est penché sur des approches de l'éducation pour le développement durable dans le secteur de l'éducation et ses implications pour le développement de nouvelles compétences et aptitudes. Ceci sont des exemples d'activités mises en œuvre depuis la Triennale.

2. Quel soutien apporte l'ADEA ?

L'ADEA apporte un soutien technique.

3. Les recommandations de la Triennale ont été présentées à l'Union africaine (UA). Quels en ont été les avantages?

Le cadre de politique stratégique pour le suivi de la Triennale et de ses recommandations a été entériné par les Chefs d'État et ceci facilitera la mise en œuvre aussi bien au niveau national qu'au niveau sous régional.

4. Une année et demi s'est écoulée depuis la Triennale. Quels ont été les progrès les plus importants liés à la Triennale ?

L'adoption par les chefs d'État du Cadre de politique stratégique pour la mise en œuvre des recommandations de la Triennale. Ceci ouvre la voie à l'adhésion aux activités de l'ADEA sur le terrain.

5. Y a-t-il eu des évolutions concernant la Task force sur les TIC ?

Oui. Le nombre de membres de la Task force a augmenté. De plus en plus, les pays appellent la Task force à soutenir la formulation et la mise en œuvre de politiques d'intégration des TIC. L'ADEA a organisé une conférence ministérielle en décembre 2013 qui a rassemblé 20 ministres africains de l'éducation et de la formation et des représentants des instances de développement, du secteur privé des TIC et de la société civile pour construire la plateforme nécessaire pour une intégration réussie des TIC dans l'éducation et la formation. Le Forum a appelé les pays africains à préparer et à adopter des cadres de politique pour l'intégration des TIC.

6. Et pour la Task force sur l'enseignement supérieur ?

La Task force a pu rencontrer l'UNESCO pour mettre en place un cadre de suivi pour soutenir l'établissement de l'Université panafricaine lancée par la Commission de l'UA.

7. STI en Afrique s'est tenu au Kenya l'année dernière et a fait avancer les discussions de la Triennale sur la science et la technologie. Y a-t-il eu d'autres avancées sur ce front ?

Des stratégies ont été élaborées et la mise en œuvre se poursuivra en 2014.

8. Y a-t-il eu des avancées au niveau de l'une des recommandations qui ont suivi la journée de la diaspora ?

Oui, une Task force a été créée.

9. Y a-t-il eu des avancées au niveau des résultats de la Journée Corée-Afrique ?

Des protocoles d'accord ont été signés avec les principaux groupes de réflexion sud-coréens – l'Institut national pour l'éducation tout au long de la vie (NILE), l'Institut de recherche sur l'électrotechnologie de Corée (KERI) et l'Institut coréen pour le développement de l'éducation (KEDI).

10. Quels sont les plus gros défis auxquels sera confrontée la mise en œuvre des recommandations de la Triennale ?

Les ressources financières. Ceci est dû à la crise financière [dans de nombreuses parties du monde] et à un changement des priorités dans les politiques d'aide au développement des pays donateurs.

Le Plan à Moyen Terme de l'ADEA (2013-2017) donne la priorité au suivi de la Triennale

La mise en œuvre des recommandations de la Triennale est le fil conducteur des programmes et activités de l'ADEA pour les prochaines années. Ceci est reflété dans la Déclaration de vision de l'ADEA et son Plan à Moyen terme (2013-2017). L'accent est mis sur le soutien aux pays dans la mise en œuvre de politiques et stratégies qui promeuvent le développement de connaissances, de compétences et de qualifications critiques.

Voir l'article sur le Plan stratégique à moyen terme de l'ADEA Deuxième Plan à Moyen-Terme (2013-2017)

Intégrer, éduquer aux TIC

Indispensables pour évoluer dans le monde actuel, les TIC doivent être intégrées à tous les niveaux de l'éducation, formelle, non-formelle ou informelle et sur le lieu de travail

Identifiées par l'ADEA comme étant essentielles pour aborder les défis auxquels sont confrontés les systèmes africains d'éducation et de formation, la Triennale leur a accordé une place importante.

Un atelier organisé par Intel sur « Les TIC et la transformation de l'éducation » leur a été consacré, ainsi qu'une session plénière sur les tendances et problèmes relatifs aux TIC dans l'éducation et la formation et une séance de travail sur « les politiques d'intégration des TIC dans l'éducation en Afrique : situation actuelle, enseignements et perspectives ».

Lors de cette séance, la Task Force de l'ADEA sur les TIC a présenté les conclusions de ses consultations sur les politiques nationales d'intégration des TIC. Les discussions ont porté sur la conception, la mise en œuvre et le suivi des politiques nationales. Elles ont mis en exergue l'expérience des pays dans l'élaboration d'une vision, des objectifs et des plans d'action. Les participants ont également mesuré l'importance de l'écosystème culturel et socio-économique local pour soutenir les politiques d'intégration des TIC.

Recommandations

La Triennale a émis les recommandations suivantes :

- **l'Afrique doit développer des Recherche et développement :** l'Afrique doit développer des modèles et des cadres pour guider l'élaboration de plans modulaires englobant les politiques, stratégies et plans d'action, la mobilisation politique, le financement, la planification numérique, la gestion des projets, la communication et l'évaluation.
- **Création d'un portail sur l'intégration des TIC dans l'éducation :** ce portail permettrait l'accès à des bases de données et annuaires (Who's Who, références et bibliographies, liste d'institutions publiques et privées dans le secteur des TIC, ONG), la diffusion de ressources gratuites, le réseautage et le partage d'expériences, et l'analyse et l'évaluation des technologies disponibles.
- **Task Force sur les TIC :** les capacités de recherche, d'analyse et de plaidoyer de la Task Force de l'ADEA devraient être renforcées.
- **Formation :** les administrateurs du système éducatif devraient être formés à la manière d'intégrer les TIC dans l'éducation.
- **Plate-forme mobile :** le développement d'une telle plateforme servirait l'éducation et la formation à distance à travers les portables. Des initiatives similaires devraient être entreprises pour la formation des enseignants et des formateurs.

Partenariats et autres avancées

En partenariat avec l'Université virtuelle africaine (UVA), GESCI, l'OIF et la BAD, la Task Force sur les TIC est en train de compléter une série d'études basées sur l'expérience de nombreux pays : Afrique du Sud, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Kenya, Maroc, Maurice, Mozambique, Namibie, Rwanda, Sénégal, et Tunisie, mais aussi Corée, Irlande, Jordanie, Malaisie et Singapour.

. Elle travaille également avec GESCI et l'OIF pour étendre le programme «Leadership africain dans les TIC» (ALICT) aux francophones. La formation pourra ainsi être offerte aux ministères de l'éducation des pays francophones afin de les aider à développer, à élaborer et à mettre en œuvre des politiques TIC au service de l'éducation et de l'apprentissage.

La Task Force développe aussi son site Internet et sa présence sur les médias sociaux.

Enfin, elle a organisé à Tunis, du 9 au 11 décembre dernier, le 1er Forum ministériel sur l'intégration des TIC dans l'éducation et la formation [Voir l'article à la page 14].

Les changements profonds ne se font pas en une journée. Mais l'Afrique regorge de potentiels. Une bonne maîtrise des TIC et de leur utilisation est indispensable pour améliorer les capacités humaines et institutionnelles dans les secteurs de l'éducation et de la formation.

Pour de plus amples informations contactez :
Tarek CHEHIDI - Coordinateur de la Task Force sur les TIC -
t.chehidi@afdb.org
www.adeanet.org/ict
twitter.com/ADEA_ICT

1er Forum ministériel de haut niveau sur l'intégration des TIC dans l'éducation et la formation

TIC et éducation : investir à la mesure des enjeux

Le Forum ministériel appelle les pays africains à élaborer des cadres de politique pour intégrer les TIC dans l'éducation

Le 1er Forum ministériel africain sur l'intégration des TIC dans l'éducation et la formation s'est tenu du 9 au 11 décembre 2013 à Tunis. Le forum était co-organisé par l'ADEA, la Banque africaine de développement (BAD), l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et Intel, sous l'égide de la Tunisie par le biais de son ministère de l'Éducation.

Le Forum a accueilli plus de 250 participants, dont 20 ministres de l'éducation et de la formation, d'autres haut-responsables des ministères africains, des représentants des organismes de développement, du secteur privé des TIC et de la société civile. Des scientifiques de renommée mondiale ainsi que des experts de l'éducation, de la science et la technologie étaient également présents.

La création d'une plateforme de haut niveau afin de développer une compréhension commune des possibilités offertes par les TIC, des politiques et des stratégies nécessaires à leur utilisation efficace dans les systèmes éducatifs et des changements de paradigme requis, fait partie de la stratégie de l'ADEA pour assurer l'intégration réussie des TIC dans l'éducation et la formation.

« Les TIC et l'apprentissage à distance sont un cadeau pour les systèmes africains d'éducation et de formation », Professeur Peck Cho, de l'Université de Dongguk, Corée

La recommandation principale formulée par le forum est que tous les pays africains devraient avoir une politique nationale pour introduire les TIC à tous les niveaux de l'éducation : primaire, secondaire et supérieur.

Une bonne utilisation des TIC peut aider à affronter les redoutables défis rencontrés par les systèmes africains d'éducation et de formation.

Les TIC peuvent en effet aider au développement d'offres éducatives adaptées aux 30 millions d'enfants africains non scolarisés, en âge de fréquenter l'école primaire, et à d'autres groupes défavorisés. En font partie les femmes et les filles, les personnes qui vivent dans des régions reculées du continent, les enfants qui travaillent dans l'agriculture, les orphelins, les handicapés et les personnes affectées par le VIH/SIDA.

Ils peuvent également apporter des solutions pour faire face au million d'enseignants supplémentaires dont l'Afrique a besoin.

Elles sont également indispensables pour le développement de sociétés et d'économies du savoir.

Les enjeux sont de taille. Si des efforts importants ne sont pas faits pour mieux exploiter les TIC et éduquer au TIC, l'Afrique risque de perpétuer son retard sur le reste du monde. Ceci en raison de la globalisation croissante de la science, de la technologie et des médias et malgré ses niveaux actuels élevés de croissance économique.

Le Forum a aussi convenu de l'importance d'impliquer le secteur privé et les organisations de développement et de la pertinence des partenariats publics-privés.

Selon le professeur Peck Cho de l'Université coréenne de Dongguk, l'Afrique peut effectuer un « bond technologique » si les TIC sont mis au service de l'éducation, de la même façon que la téléphonie portable a dispensé l'Afrique de la nécessité de construire d'importantes infrastructures de téléphonie filaire.

Le forum s'est achevé par un appel lancé aux pays africains de préparer et d'adopter des cadres nationaux de politique pour intégrer les TIC dans leurs systèmes d'éducation et de formation.

Pendant le Forum, l'ADEA a signé des protocoles d'accord avec Intel et Microsoft qui définissent des cadres de collaboration pour faire avancer l'intégration des TIC dans l'éducation et la formation en Afrique.

De plus amples informations sont disponibles sur le webzine dédié au forum à l'adresse suivante : www.africaictedu.org/

Valoriser le potentiel des femmes

En 20 ans, le Forum des éducatrices africaines (FEA) s'est imposé comme un réseau panafricain incontournable, actif dans plus de 30 pays

© USAID

Le développement accéléré et durable de l'Afrique ne peut se réaliser sans la participation pleine des femmes en tant qu'actrices majeures de la société et l'économie.

Ceci passe avant tout par l'éducation et la formation des filles et des femmes.

Des milliers de filles et de femmes ont bénéficié et continuent de bénéficier du travail de plaidoyer du Forum des éducatrices africaines (FEA/ FAWE en anglais) en faveur de l'égalité des sexes et de ses programmes sensibles aux questions de genre.

Le FAWE, issu de l'ancien groupe de travail sur la participation féminine de l'ADEA, aujourd'hui dissous, a fêté son 20ème anniversaire pendant la Triennale de l'ADEA.

Pour son 20e anniversaire, le FAWE a conçu un plan stratégique afin de renforcer son implantation en Afrique et plaider plus efficacement pour l'égalité des sexes dans l'éducation. Cela lui permettra aussi de jouer un plus grand rôle de coordination en Afrique subsaharienne. Car, en dépit des succès obtenus depuis 20 ans, des milliers de filles et de femmes africaines continuent d'avoir besoin du FAWE, qui se bat pour leur cause.

Le nouveau plan s'est fixé plusieurs priorités :

- favoriser le changement dans les communautés et les écoles en intervenant auprès des filles, de leurs familles, des communautés, des écoles et des autres parties prenantes afin d'avoir un impact positif sur l'accès, les résultats, la rétention et l'autonomisation des filles ;
- recenser les bonnes pratiques et partager les enseignements tirés, afin de constituer un pôle de savoir autour de l'éducation des filles en Afrique ;
- aider les gouvernements et les ministères à soutenir les filles, en travaillant avec les gouvernements et les décideurs pour garantir l'adoption et l'application de politiques d'éducation sensibles à la question du genre ;
- consolider le réseau du FAWE en constituant des équipes ayant des compétences transversales ;
- créer une dynamique pour faire évoluer l'éducation des filles, à travers des partenariats avec un large éventail d'organisations gouvernementales et non gouvernementales, de bailleurs de fonds et autres organisations ou acteurs engagés.

En 20 ans et grâce au soutien de bailleurs de fonds fidèles, le FEA a constitué un réseau de 34 antennes à travers l'Afrique qui ont vocation à rendre les filles et les femmes autonomes, par le biais de leur éducation.

Les parcours des femmes qui ont pu faire des études dans les écoles du FEA et échapper à des mariages précoces, attestent de l'efficacité des actions du FAWE.

Lors de la Triennale de l'ADEA, en 2012, le FEA s'est vu élever au rang de Chevalier de l'Ordre national du mérite de la République du Burkina Faso, pays hôte de la réunion, par le président du pays, M. Blaise Compaoré.

Le Global Journal a classé le FEA au 49e rang des ONG internationales et au 4e rang des ONG africaines.

Le FAWE est membre associé de l'ADEA et participe à ce titre à toutes les réunions de son comité directeur. Ceci assure l'intégration réciproque des préoccupations de l'ADEA et du FEA dans leurs programmes respectifs, en ce qui concerne l'éducation des filles et des femmes.

Les femmes : Un potentiel latent immense pour l'Afrique

« Les femmes représentent la moitié du potentiel humain en Afrique. Toutefois, elles sont majoritairement analphabètes et le plus souvent confinées dans des activités pénibles, répétitives et sous-valorisées. Ce qui entrave l'éclosion de leurs potentialités d'actrices économiques et limite, en termes de créativité et d'efficacité, leur contribution au développement. C'est là un des plus gros handicaps pour le continent. L'accélération, dans toutes ses dimensions, notamment à travers l'employabilité et l'emploi des jeunes, exige de valoriser cet énorme potentiel par des politiques et des stratégies sensibles à l'égalité des genres. »

Document de Vision de l'ADEA, 2013, par Mamadou Ndoye et Sissel Volan

Pour de plus amples informations sur le FAWE contactez : Forum of African Women Educationists (FAWE)
FAWE HouseChania Avenue, Off Wood Avenue Kilimani PO Box 21394-00505 Ngong Road Nairobi, Kenya
Téléphone : +254 20 77 30537; +254 20 25 979919; +254 714 60 6629
Fax : +254 20 3874150
Courriel : fawe@fawe.org
www.fawe.org

Yes we can

Si la Corée du Sud a pu le faire, l'Afrique le peut aussi !

Telle est la conclusion pleine d'espoir de la journée Afrique-Corée, qui a cimenté les liens entre partenaires de l'éducation

Après le succès de la journée Afrique-Corée, pendant la Triennale 2012, l'ADEA et la Corée du Sud tissent des liens plus étroits.

L'ADEA a annoncé l'arrivée prochaine de la Corée du Sud au sein de son comité directeur dont le processus de formalisation est en cours. Mais déjà, l'ADEA et la Corée du Sud collaborent sur un certain nombre de projets, puisque la Corée apporte son soutien à l'exercice de revue par les pairs et à d'autres initiatives, dont le Prix pour la recherche en éducation en Afrique (PREA).

L'expérience de la Corée du Sud, qui a su mettre en place un système d'éducation efficace a tellement inspiré les responsables africains qu'ils se sont engagés à faire du fameux "Yes We Can" leur mantra.

Trois sessions parallèles ont permis aux délégués de comprendre ce qui a permis à la Corée du Sud de transformer avec succès son système éducatif. La première session a présenté le système éducatif coréen et l'évolution du pays ; la deuxième session s'est attardée sur l'évolution de sa politique sur les sciences et de la technologie ; la dernière sur l'enseignement technique et la formation professionnelle.

Plusieurs intervenants ont pris la parole, dont le ministre de l'Éducation, San-jin Lee et plusieurs experts :Dr. Un-sil Choi s'est exprimé sur l'apprentissage tout au long de la vie ; Prof. Sung-Sang Yoo, à propos d'un programme destiné aux femmes pauvres pour les rendre à la fois plus autonomes et plus résilientes ; Dr. Taeck-soo Chun, sur le programme communautaire BRIDGE d'éducation non-formelle ; Dr. Jong-Guk Son à propos de l'évolution de la politique coréenne pour les sciences et la technologie.

Dr. Seung-il Na de l'université nationale de Séoul, Dr. Chulk-kyun Kim, président du service d'information de la Corée sur l'éducation et la recherche, Myong-goo Lee, président du système de radiodiffusion des programmes éducatifs ; Bong-gun Chung, de l'université nationale de Séoul et Sang Hoon Bae, de l'université SungKyunKwan sont également intervenus.

Enseignements de la Corée pour l'Afrique

Les responsables coréens ont transmis un certain nombre d'enseignements élémentaires : pour un véritable développement, il faut remonter aux racines de la culture et des modes de vie des citoyens concernés ; le développement des communautés et l'alphabétisation de masse sont des étapes essentielles du développement, ce qui signifie que le droit à l'éducation doit être une réalité avant que l'on s'intéresse à la qualité de l'éducation. Les experts ont aussi souligné le rôle de fer de lance des sciences et de la technologie, qui doivent occuper une place de choix dans l'éducation afin que le continent africain atteigne ses objectifs de croissance.

Selon les experts coréens, l'Afrique devra se livrer à des arbitrages difficiles pour progresser : choix des langues d'instruction, réformes périodiques du curriculum pour l'adapter à l'évolution de la société, conception de plans directeurs, financement accru des programmes d'alphabétisation et priorisation de domaines jusqu'ici négligés.

Les enseignants et les facilitateurs doivent en outre être « respectés » en tant que rouages essentiels du processus éducatif et les ressources doivent être utilisées de manière judicieuse. Cela vaut également pour l'aide étrangère, qui doit être exploitée dans des domaines où les capacités nationales ont été épuisées.

La Corée contribuera par ailleurs à la mise au point de curriculum pertinents, à la formation des enseignants et à la construction d'infrastructures afin de soutenir l'enseignement technique et la formation professionnelle en Afrique. L'enseignement supérieur bénéficiera également de son soutien. Enfin, l'Afrique et la Corée coopéreront dans le domaine des sciences et de la technologie, par le biais de projets de recherche conjoints, le développement technologique et le renforcement des capacités des universités et des instituts de recherche, mais aussi par le détachement de professeurs d'université et de chercheurs coréens sur les campus africains.

L'équipe de Corée pendant la Triennale © ADEA

De la fuite à l'afflux des cerveaux

L'ADEA met en place une Task Force pour poursuivre la dynamique de la Journée de la diaspora

Le 25 juillet 2012, plus de 450 dirigeants de la diaspora mondiale se sont joints à Hillary Rodham Clinton, alors secrétaire d'État des États-Unis au Département d'État à Washington, à l'occasion du deuxième Forum annuel mondial de la diaspora, une rencontre conçue pour encourager les partenariats entre la diaspora, le secteur privé, la société civile et les institutions publiques. L'Afrique a eu la plus forte représentation au forum, avec 26% des participants.

À la réunion de Washington, Hilary Clinton a insisté sur l'importance pour les pays hôtes de s'associer aux communautés de la diaspora pour des initiatives de développement et de diplomatie. Elle a également encouragé les membres à prendre contact les uns avec les autres pour construire des réseaux mondiaux. En exploitant les expériences, l'énergie et l'expertise des communautés de la diaspora, nous pouvons inverser la "fuite des cerveaux" qui ralentit les progrès dans de nombreux pays du monde et offrir à la place les avantages du "retour des cerveaux", a-t-elle déclaré.

La nouvelle Task Force de l'ADEA tirera partie de la diaspora africaine et de ses réseaux professionnels pour aider à réformer l'éducation et la formation sur le continent.

Les experts de la diaspora qui ont déploré dans le passé le manque de leadership qui leur permettrait de contribuer à la croissance et au développement de l'Afrique ont félicité l'ADEA de son initiative. Selon un expert, Abebe Bekele, "La diaspora africaine a de fortes préférences pour les biens et les services produits dans ses pays et ses régions d'origine et dispose du pouvoir d'achat pour alimenter les exportations. Les entrepreneurs transnationaux ont des rôles cruciaux à jouer pour faciliter les liens en matière de commerce et d'investissement entre leurs pays de destination et leurs pays d'origine. Les Africains de la diaspora possèdent souvent les compétences essentielles dont ont désespérément besoin les entreprises orientées vers la croissance en Afrique".

"Alors, si l'utilisation de la diaspora africaine n'est peut pas être traitée comme une option isolée, incontestablement, dans le cadre de tout effort sérieux pour transformer les économies africaines, nous devons intégrer la migration dans les stratégies de développement de l'après 2015", a déclaré Ato Kwamena Baidoo, autre membre éminent de la diaspora africaine de Seattle aux États-Unis, originaire du Ghana.

> Les diasporas africaines d'Europe et d'Amérique du Nord font partie des communautés africaines les plus instruites et compétentes du monde et elles disposent des ressources importantes.

Au cours des 20 dernières années environ, les interrelations entre la migration et le développement en général et les contributions réelles et potentielles des diasporas africaines au développement de l'Afrique ont capté l'intérêt des responsables politiques, des praticiens et de la diaspora elle-même. Les migrants ne doivent plus être considérés comme de pauvres victimes du sous-développement, mais comme de nouveaux agents du développement de leurs pays et de leurs foyers d'adoption. Les immigrants des États-Unis ont inspiré des histoires comme celle de Wole Soboyejo, professeur de génie mécanique et aérospatiale à l'Université de Princeton, dont les investissements aux États-Unis et dans son pays d'origine, le Nigéria, ont facilité l'innovation de pointe.

Les diasporas africaines d'Europe et d'Amérique du Nord font partie des communautés africaines les plus instruites et compétentes du monde et elles disposent de ressources importantes . Si l'on considère les États-Unis, les versements des immigrés africains constituent des pourcentages importants du PNB de plusieurs pays. Selon la Banque mondiale, les nigérians et les ghanéens des États-Unis ont versé en 2006 plus de 1 milliard d'US$ à leur pays d'origine. Le 14 juillet 2008, la Commission de l'Union africaine et la Banque mondiale ont signé un accord de subvention du Fonds institutionnel de développement (IDF) de 487 900 US$ pour "Renforcer le programme de la diaspora africaine de la Commission de l'Union africaine." L'ADEA a contacté le Département de la diaspora de la Commission Africaine pour collaborer avec lui.

La Task Force de l'ADEA, composée principalement des membres de la diaspora africaine, travaillera avec l'ADEA pour identifier et mettre en œuvre des programmes et des initiatives aux échelons locaux, nationaux et régionaux qui soutiendront le changement de paradigme de l'éducation et de la formation préconisé par l'ADEA. La Task Force maintiendra la dynamique enclenchée par la Journée de la diaspora.

Journée de la Diaspora (Ouagadougou, 10 février 2012)

La journée de la Diaspora avait deux objectifs principaux : donner l'opportunité à la Diaspora africaine de participer au dialogue politique de la Triennale ; réfléchir sur comment la Diaspora pourrait contribuer à transformer les systèmes d'éducation et de formation en Afrique. Les enseignements tirés de la Journée ainsi que les recommandations qui en sont issues sont consignés dans le rapport de la Journée de la Diaspora, qui peut être consulté à l'adresse suivante

Les enjeux pour l'Afrique que représente "Une éducation et une formation et haute qualité tournées vers la promotion de compétences critiques pour le développement accéléré et durable de l'Afrique"[1] sont tels que toutes les forces opérationnelles de l'ADEA - internes et externes - sont mobilisées pour assurer la réussite du suivi de la Triennale 2012. Ci-après les stratégies mises en place et les activités menées par les groupes de travail de l'ADEA et par ses Pôles de qualité inter-pays (PQIP).

Les GT mobilisés pour le suivi de la Triennale

Déclinées en stratégies et en activités, les recommandations de la Triennale sont le fil conducteur à partir desquelles sont développés les programmes des GT de l'ADEA

Le GT sur l'éducation non formelle

Le Cadre stratégique de politique issu de la Triennale a indiqué la direction à suivre pour mettre œuvre des recommandations de la Triennale. C'est à partir de ce cadre que le GTENF a décliné quatre recommandations qui y figurent en huit activités concrètes à mener en 2013. Certaines de ces activités ciblent des groupes spécifiques.

Le GT, en collaboration avec l'ACDI et l'UIL, a ainsi monté un réseau virtuel d'échanges à l'intention des jeunes vulnérables dans plusieurs pays africains afin de mutualiser les efforts en faveur de ce groupe fragile, de construire un solide réseau pour soutenir les programmes qui leur sont consacrés et d'échanger sur les bonnes pratiques en matière de politiques concernant ces jeunes.

Le GT participe aussi à un ensemble d'activités qui visent à capitaliser les approches alternatives porteuses en éducation non formelle. En mars 2013, l'atelier sous régional organisé au Tchad, avec l'appui la DDC, a réfléchi sur les voies et moyens pour vulgariser, faciliter l'appropriation et disséminer les approches alternatives éducatives les plus porteuses. En avril, une rencontre a été organisée à Ouagadougou par l'Association des Femmes islamiques du Burkina et le ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation du Burkina Faso, avec l'objectif d'inclure les enfants de la rue dans les systèmes éducatifs communautaires, en particulier les enfants mendiants musulmans connus sous le nom de « Talibés ». Le GTENF a également participé en avril 2013 à une rencontre régionale sur l'éducation et la formation des populations pastorales transhumantes en zone frontalières puis en décembre à une conférence régionale organisée par la CEN-SAD sur l'éducation des nomades dans la région sahélo-saharienne [voir l'encadré à la page 18] qui a assignée à l'ADEA la responsabilité de développer un cadre stratégique de politique pour l'éducation des populations nomades.

Plus d'information dans le Bulletin du GTENF: www.adeanet.org/portalv2/sites/default/files/bulletins/Kibare-n004-consolide-Version-FR.pdf

Le GT sur le développement de la petite enfance

Le Groupe de travail sur le développement de la petite enfance (GTDPE) a concentré ses efforts sur les la mise en œuvre des recommandations concernant les compétences de base et les compétences scientifiques et technologiques. Ceci s'est traduit par l'implication des universités et de la communauté scientifique dans la production de ressources pour le développement de la petite enfance (DPE). Parmi les avancées et réalisations du GTDPE figurent :

- L'ouverture du dialogue politique à d'autres secteurs clés de développement comme la santé et la nutrition, qui sont de nouvelles priorités de l'aide au développement.
- Une nouvelle publication, en collaboration avec l'Institut de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (IRCA) intitulée «Indigenous Early Childhood Care and Education (IECCE) Curriculum for Africa : A Focus on Context and Contents». Une recherche-action menée sur les expériences de DPE réussies à étendre en Afrique de l'Ouest et les expériences basées sur l'intégration des valeurs et connaissances endogènes.
- Une recherche-action menée sur les expériences de DPE réussies à étendre en Afrique de l'Ouest et les expériences basées sur l'intégration des valeurs et connaissances endogènes.
- La création des conditions de promotion et de valorisation de la recherche et de la technologie dans le DPE grâce à une collaboration interuniversitaire et avec les jeunes doctorants africains.
- L'adaptation de supports de communication sur le DPE au niveau international au contexte africain. Trois séries ont été publiées à ce jour.
- La série Bouba et Zaza spécialement conçue par le GTDPE et L'UNESCO pour une prise en charge effective des besoins des enfants africains et basée sur une éducation intergénérationnelle a été complétée.

Pour plus d'informations, consultez le Bulletin du GTDPE : www.adeanet.org/portalv2/fr

1. Énoncé de vision de l'ADEA et thème de la Triennale 2012 de l'ADEA dont l'énoncé exact est : « Promouvoir les connaissances, compétences et qualifications critiques pour le développement durable de l'Afrique : comment concevoir et édifier une réponse efficace des systèmes d'éducation et de formation »

Le GT sur la communication pour l'éducation et le développement

Le GTCOMED a tenu six séances de formation et d'information et des activités de renforcement des capacités sur le nouveau changement de paradigme préconisé par la Triennale 2012 avec plusieurs catégories de journalistes sur le continent africain – à Nairobi au Kenya avec les journalistes spécialisés dans le développement de la science et de la technologie du 1er au 3 avril 2012 ; à Abuja au Nigéria du 23 au 27 avril 2012 ; à Cotonou au Bénin du 23 au 25 mai 2012 où des journalistes nationaux et internationaux ont été mobilisés pendant la conférence sur le e-Learning pour discuter de la façon dont la Triennale peut être reliée au e-learning en Afrique. D'autres séances de formation et d'information ont couvert les conclusions de la Triennale avec des journalistes internationaux à Addis Abéba du 6 au 9 juillet 2012 et les 26-27 janvier 2013, à l›occasion des présentations faites par le président Blaise Compaoré à ses pairs sur les résultats de la Triennale. Le GT COMED, en collaboration avec l'unité de la communication de la Commission de l'Union africaine et le Bureau du président du Burkina Faso, a également organisé une conférence de presse avec le président Blaise Compaoré pour discuter de la Triennale avec plus de 100 journalistes venus du monde entier.

La publication d'une revue spéciale orientée sur les thèmes de la Triennale a commencé en février 2013. Cinq numéros ont été publiés pendant les mois de février, mars, avril, mai et juin. Cette publication a attiré l'attention des lecteurs sur le développement des compétences et des aptitudes pertinentes chez les jeunes Africains.

Plus d'information dans le Bulletin du GTCOMED : www.adeanet.org/portalv2/fr

Le GT sur la gestion de l'éducation et l'appui aux politiques

Le GTGEAP a mené des travaux de recherche pour la Triennale 2012 portant sur la reconstruction de l'éducation dans des pays en situation de post-conflit, à savoir la République démocratique du Congo, le Kenya, le Libéria et le Zimbabwe, et sur le développement des compétences, un domaine essentiel qu'il faut aborder pour faire face à la hausse du chômage des jeunes sur le continent. Ses travaux de suivi de la Triennale se sont concentré sur ces deux domaines clés.

Premièrement, ces études servent à lancer des forums de dialogue politique (FDP) dans ces pays. Les FDP de la RDC et du Kenya ont eu lieu en 2012 et ont réuni de nombreuses parties prenantes de l'éducation,des organismes de développement, y compris de la famille des Nations unies, des organisations de la société civile et du secteur privé, des organisations de femmes, des responsables religieux et des ministères concernés, sous l'autorité et la direction de leurs ministères de l'Éducation. Les FDP au Libéria et du Zimbabwe sont également prévus. Le but des FDP est d'utiliser l'éducation comme moyen pour reconstruire la paix.

Deuxièmement, le GTGEAP offre un soutien intellectuel et technique aux Pôles de qualité inter-pays (PQIP), particulièrement ceux sur l'éducation pour la paix, le développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP) et l'éducation non formelle pour le développement de systèmes d'information adaptés. Dans ce positionnement, Il convient de noter : la reconnaissance des écoles coraniques au Kenya et l'approche inclusive envers les apprenants défavorisés au Ghana, au Kenya, en Namibie, au Sénégal, au Nigéria et à Maurice.

Plus d'information dans la Lettre d'information du GTGEAP : www.adeanet.org/portalv2/fr

Le GT sur la profession enseignante

Le GTPE a été en première ligne pour favoriser les activités liées aux recommandations de la Conférence panafricaine sur la formation et le développement des enseignants (PACTED) par le biais de partenariats collaboratifs.

Des actions concrètes ont été entreprises en 2012 dans le contexte du PACTED, parmi lesquelles la production d'un résumé des messages clés, conclusions et recommandations issues des débats pendant la Triennale et sur leurs implications. Cette initiative a été menée en partenariat avec le Secrétariat de la Task Force et visait à parvenir à une entente pour la mise en œuvre de la feuille de route du PACTED.

Le GTPE a été impliqué dans l'atelier pour le développement durable organisé par l'ADEA à Maurice en novembre 2012. S'appuyant sur les résultats de la Triennale, Un travail d'identification préliminaire des compétences de base devant être acquises par les apprenants et les enseignants dans le contexte de l'apprentissage tout au long de la vie pour le développement durable a été effectué. Un autre travail commun est prévu impliquant les groupes de travail sur l'enseignement des mathématiques et des sciences, sur les livres et le matériel didactique, et sur l'éducation non formelle pour élaborer un cadre bien renseigné et étayé par des données factuelles sur le socle commun de compétences. Cela améliorera les connaissances sur la diversité des pratiques à travers le continent.

Contacts

Profession enseignante
Mme Florence MALINGA
Coordinateur général du GTPE
Courriel : f.malinga@commonwealth.int

Education non formelle
M. Ibrahima BAH-LALYA
Coordinateur du GTENF
Courriel : lalyabah2@yahoo.com

Développement de la petite enfance
Mme Rokhaya Fall DIAWARA
Coordinateur du GTDPE
Courriel : r.diawara@unesco.org

Gestion de l'éducation et l'appui aux politiques
M. Mohamed Cherif DIARRA
Coordinateur du GTGEAP
Courriel : m.diarra@afdb.org

Communication pour l'éducation et le développement
M. Lawalley COLE
Coordinateur du GTCOMED
Courriel : l.cole@afdb.org

De plus amples informations sur les activités et les programmes menés par l'ADEA à travers son Secrétariat, ses Groupes de travail, ses Pôles de qualité inter pays et ses Task Forces sont disponibles sur www.adeanet.org

Aiguiller le changement sur le terrain

Les Pôles de qualité inter-pays (PQIP), fer de lance des réformes attendues dans les pays

Les PQIP de l'ADEA sont des dispositifs mis en place par l'ADEA pour réaliser ses objectifs stratégiques sur le terrain. Conduits par des ministères de l'éducation africains spécifiques, il est attendu qu'ils joueront un rôle capital dans l'élaboration de stratégies et de programmes qui encourageront le développement des compétences critiques, en accord avec les recommandations de la Triennale.

A ce jour, l'ADEA a quatre Pôles, qui couvrent les domaines suivants : le développement des compétences techniques et professionnelles (PQIP/DCTP), l'éducation pour la paix (PQIP/EP), l'alphabétisation et les langues nationales (PQIP/ALN), et le développement de la petite enfance (PQIP/DPE). L'objectif des PQIP est de permettre aux pays engagés dans des réformes, de mutualiser leurs connaissances dans les domaines couverts par le PQIP et de partager leurs expériences aux niveaux régional, sous-régional et continental.

Le PQIP sur le développement des compétences techniques et professionnelles

Ce PQIPa été lancé en 2010 sous la direction du ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle de la Côte d'Ivoire, devenu à ce jour ministère d'État, ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle. Le PQIP sur le développement des compétences techniques et professionnelles (PQIP/DCTP) encourage le développement de stratégies et de politiques DCTP plus efficaces. Il vise également à devenir, sur la période 2014-2017, une plateforme d'expertise capable de soutenir les pays dans la mise en œuvre de stratégies et de politiques DCTP. Vingt-quatre pays des diverses sous-régions du continent sont à ce jour impliqués dans le PQIP.

le PQIP/DCTP s'est réuni à deux reprises à Abidjan, en juillet 2010 et en septembre 2011. Lors de ces réunions, les ministres et représentants des pays ont insisté sur la nécessité de renforcer la coopération inter-pays dans les trois domaines prioritaires suivants :

- l'insertion professionnelle et la formation par apprentissage des jeunes, depuis le premier niveau de qualification jusqu'à celui des techniciens supérieurs ;
- le développement de partenariats public/privé au service d'une meilleure efficacité et qualité du DCTP ;
- la mise en place de cadres et dispositifs nationaux de certification, susceptibles de valider toutes les formes de compétences acquises.

Suite à ces recommandations, deux séminaires inter-pays ont été organisés : le premier, sur l'insertion des jeunes dans le monde du travail (Abidjan, 3-4 décembre 2012 ; le deuxième sur les cadres nationaux de certification dans le cadre du DCTP (Abidjan, 8-9 juillet 2013).

Reconnaissant la nécessité pour les pays africains de prendre à bras le corps le problème de l'emploi des jeunes, le PQIP/DCTP organisera en juillet 2014 à Abidjan, une grande manifestation régionale sur ce sujet. L'événement sera précédé d'un important travail d'identification et d'analyse des expériences et actions menées dans plus de 20 pays du continent.

Le PQIP sur l'éducation pour la paix

Le PQIP sur l'éducation pour la paix (PQIP/EP) est piloté par le ministère de l'Éducation du Kenya. Depuis sa création en avril 2009, le PQIP/EP a pu mettre en œuvre un certain nombre d'activités clé, notamment l'organisation d'ateliers internationaux et de forums de dialogue politique ainsi que des études réalisées sur des initiatives pour la paix au sein du secteur de l'éducation et de la formation.

Du 4 au 6 décembre 2012, un atelier international s'est tenu à Naivasha au Kenya. Parmi les principaux résultats de l'atelier, l'adoption d'une résolution stipulant que les ministères de l'éducation devront désigner des points focaux pour le PQIP/EP. Ces personnes serviront de personnes contact et plaideront en faveur de la mise en œuvre du plan d'action dans leur pays, à travers le secrétariat du PQIP.

Le PQIP a récemment organisé une réunion technique pour ces points focaux (Nairobi, 2629 novembre 2013) pour renforcer leur participation dans le dispositif inter-gouvernemental, partager des expériences sur des sujets spécifiques, et élaborer le plan de travail 2010 - 2014. Les pays suivants étaient présents et ont partagé leur expérience de promotion de l'éducation pour la paix : le Botswana, le Burundi, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Libéria, l'Ouganda, le Mozambique, la Somalie, et le Sud Soudan. Étaient également présents des représentants du Réseau international pour l'éducation en situation d'urgence (INEE) de l'UNICEF, de l'UNESCO et du Centre d'éducation internationale de l'université du Sussex.

Le PQIP sur les langues et l'alphabétisation

Ce PQIP est dirigé par le ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation du Burkina Faso. Il a pour objectif général de contribuer au développement d'une alphabétisation et d'une formation inclusives et efficaces en langues nationales et internationales, comme éléments catalyseur du développement social, économique et culturel. Le PQIP/LNA appuie la mise en œuvre de politiques visant à développer des programmes d'alphabétisation durables et inclusifs, le renforcement des capacités des pays à élaborer des stratégies et mobiliser les fonds, la coopération transnationale pour le partage du savoir-faire, des expériences réussies et des pratiques novatrices.

Du 2 au 4 mai 2013, le PQIP a organisé une conférence ministérielle pour valider le plan d'action du PQIP pour les trois années à venir. La conférence a rassemblé des secrétaires permanents, des directeurs de programmes nationaux et d'autres responsables des pays participant au PQIP ainsi que des experts de l'Académie africaine des langues nationales (ACALAN), du Conseil régional de l'éducation et de l'alphabétisation des adultes en Afrique (CREAA), de la Commission de l'Union africaine, de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL), de l'UNESCO, de l'UNICEF, de USAID, de l'ACDI, de la Coopération suisse pour le développement (DDC) et de Plan Burkina. Des organisations de la société civile du Burkina Faso, de la Gambie, du Niger, du Mali, du Sénégal et du Togo étaient également présentes. Figurent parmi les pays participant au PQIP : le Burkina Faso (pays leader). le Bénin, le Cameroun, le Cap Vert, le Gabon, le Mali, le Mozambique, le Niger, le Sénégal, le Tchad, le Togo.

La conférence a été précédée par un séminaire qui a passé en revue des initiatives réussies, qui pour beaucoup sont limitées à de petites zones géographiques. Ces approches alternatives de l'éducation non formelle et de l'alphabétisation devraient être mieux connues, étudiées plus en détail, et dans certains cas renforcées.

Suite au séminaire, la conférence a revu le plan triennal du PQIP et a sélectionné les activités prioritaires pour la période 2013 – 2004. L'accent a été notamment mis sur les points suivants :

1. Identifier les moyens de renforcer les politiques axées sur l'établissement de passerelles, l'accréditation à la certification ;
2. Renforcer les programmes transnationaux en recherchant une plus grande intégration des apprenants issus des populations nomades ;
3. Renforcer les programmes utilisant des caractères arabes harmonisés pour accroître l'accès à l'éducation et l'équité.

La conférence a également émis des recommandations, notamment la nécessité de développer des mécanismes pour appréhender la pertinence des initiatives prometteuses et intégrer la pensée et le programme du PQIP dans les perspectives post 2015.

Comment contacter le PQIP/DCTP

Point focal
M. Amara Kamaté
Conseiller technique du Ministre
Ministre de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle
Cité Administrative-Tour C
10ème Etage Abidjan Côte d'Ivoire
Tél : + 225 20 33 54 77
Courriel : amarakamate25@yahoo.fr

Comment contacter le PQIP/EP

ICQN Peace Education Coordinators
M. Kilemi MWIRIA
Coordinateur du PQIPEP
Fondation Kimkam (Afrique) Ltd
P O Box 64175-00620, Nairobi, Kenya
Tel: +254-720 964 558/774 136 653
Courriel : kilemimwiria@gmail.com

Mme Mary KANGETHE
Senior Education Officer
Ministère de l'Education, de la Science et de la Technologie
P.O. Box 30040-00100 Nairobi, Kenya
Tel: +254 72 470 40 16
Fax: +254 224 060 11
Courriel : kangethe1234@gmail.com

Comment contacter le PQIP/ALN

Point focal au Ministère de l'Éducation et de l'alphabétisation
M. Rémy Habou
Directeur-Général de l'Education Non Formelle
B.P. 7032, Ouagadougou 03,
Burkina Faso
Tel: +226 70 26 93 51/ 50 40 78 42
Fax: (+226) 50 30 80 36
Courriel : dgaenf@yahoo.f

Conférence de la Communauté des États sahélo-sahariens sur l'éducation pour les populations nomades

Organisée par la communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) et le Secrétariat pour la stratégie pour le développement et la sécurité dans les zones sahélo-sahariennes du Niger (SDS), la Conférence régionale sur l'éducation dans les régions nomades de la zone sahélo-saharienne, s'est tenue à Niamey, au Niger, du 2 au 5 décembre 2013. L'objectif de la conférence était de définir des politiques et stratégies pertinentes pour offrir une éducation de base formelle et non formelle de bonne qualité à toutes les populations de la zone sahélo-saharienne, notamment les populations nomades d'éleveurs et de pêcheurs, qui ont fort peu profité des politiques de développement régional.

Invitée à assister à la conférence, l'ADEA a partagé les résultats de ses travaux sur l'éducation pour les populations nomades et a informé les participants du soutien apporté par l'ADEA aux programmes ciblant ces populations à travers son Groupe de travail sur l'éducation non formelle.

La conférence a publié une déclaration dans laquelle l'ADEA est appelée à guider l'élaboration d'un Programme d'action à moyen-terme sur l'éducation dans les espaces nomades sous la direction politique du CEN – SAD. Le cadre indiquera notamment les stratégies pour réformer les systèmes d'éducation et diriger les investissements.

Programmes & initiatives

Prix pour la Recherche en Education en Afrique

PREA
Prix pour la Recherche en Education en Afrique

Depuis qu'elle existe, l'ADEA a encouragé les ministères de l'éducation, les organismes de recherche, les universités et les ONG à s'engager dans la recherche en éducation. Les Biennales et la dernière Triennale ont été d'excellentes opportunités de solliciter des documents de recherche qui ont apporté un éclairage actuel sur l'éducation et la formation en Afrique.

Ce travail a mis en exergue les points forts et la contribution que peut apporter une telle recherche, ainsi que les contraintes rencontrées par les ministères, les instituts de recherche et les chercheurs sur le plan des capacités. A cet égard, il reste beaucoup à faire pour améliorer d'une part les capacités humaines de recherche, d'autre part les capacités des ministères et des instituts pour faciliter la production et l'utilisation de la recherche, pour améliorer les politiques et les pratiques éducatives.

Ces constats ainsi que le besoin pressant d'une recherche de qualité en éducation basée en Afrique – en raison de l'expansion rapide des systèmes d'éducation et la demande accrue de recherche pour éclairer les processus de changement et d'innovation - ont incité l'ADEA à lancer le Prix pour la Recherche en Éducation en Afrique (PREA) en 2012.

PREA

Le PREA a pour vision "une culture institutionnalisée de recherche de grande qualité, dans les universités les réseaux et les instituts de recherche africains" qui contribue à "une prise de décision informée, et à une mise en œuvre efficace des réformes et pratiques". Les objectifs du PREA :

- Promouvoir l'excellence de la recherche en éducation dans les universités, les instituts de recherche et les réseaux africains, et également parmi les Africains travaillant ou étudiant dans des institutions basées dans d'autres régions du monde
- Identifier, récompenser et encourager les réalisations exceptionnelles dans la recherche en éducation en Afrique.

Le PREA est géré et mis en œuvre par l'ADEA en partenariat avec la BAD à travers l'Institut africain de développement (IAD), avec le soutien financier de la Coopération économique Corée-Afrique (Korea-Africa Economic Cooperation (KOAFEC).

> L'expansion rapide des systèmes d'éducation et le besoin croissant d'éclairer les réformes et processus d'innovation en cours exigent l'existence d'une recherche en éducation de qualité basée en Afrique

En 2012, la décision a été prise de lancer l'édition inaugurale du Prix dans quatre catégories:

- Meilleur chercheur émergent en éducation ;
- Meilleur chercheur chevronné en éducation ;
- Mentor émérite de chercheurs en éducation ; et
- Environnement institutionnel propice à la recherche en éducation.

Edition inaugurale

L'édition inaugurale (2011-2012) a reçu 50 propositions, sur lesquelles 34 ont été retenues. La plus grande partie des soumissions provenaient de pays africains anglophones. Les soumissions étaient axées sur un large éventail de sujets, notamment : la question des réformes dans l'ensemble des sous-secteurs, la sociologie de l'éducation, l'économie de l'éducation / les finances de l'éducation, le développement des compétences et l'éducation professionnelle, la technologie et les TIC, l'enseignement des mathématiques et de la science ainsi que l'enseignement supérieur.

Après un processus de sélection en deux étapes qui s'est déroulé entre décembre 2012 et mars 2013, le PREA a décerné un prix à 8 lauréats lors de la réunion du Comité Directeur de l'ADEA qui s'est tenue à Sèvres, en France, en mai 2013. Les lauréats étaient :

Le Dr. Ibrahim Kasirye (Ouganda) et le Dr. Nana Zdowaa Boateng (Ghana), pour le Prix du meilleur chercheur émergent en éducation

M. Adesoji Adeolu Oni (Nigeria) et M. Abdoulaye Diagne (Sénégal), pour le Prix duchercheur chevronné en éducation

Le Dr. Michael Cross (Afrique du Sud) et le Dr. Puis Augustine Iké Pai Obanya (Nigeria), pour le Prix du Mentor émérite de chercheurs en éducation.

Le Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Éducation (ROCARE) et la Wits School of Education en Afrique du Sud, pour le Prix de l'Environnement institutionnel propice à la recherche en éducation.

Pour plus d'informations sur le PREA
www.adeanet.org/eraa/index.php/fr/

Plan stratégique à moyen terme

L'ADEA repositionnée de manière stratégique

Le Plan à moyen terme 2013-2017 donne la priorité au soutien aux pays. Objectif : des stratégies visant le développement de compétences et qualifications critiques

Suite à la demande de ses membres lors de la 34e session de son Comité Directeur, l'ADEA a élaboré son Deuxième Plan stratégique à moyen terme (PSMT) pour 2013 – 2017. Le plan stratégique est en adéquation avec le cadre de politique stratégique pour la mise en œuvre des recommandations de la Triennale.

L'ADEA a maintenant une vision plus claire de « l'Afrique future » : Un continent avec un système d'éducation et de formation de qualité axé sur la promotion des compétences critiques pour son développement accéléré et durable. Cette nouvelle approche de l'éducation et de la formation va au-delà des réformes institutionnelles et des visions abstraites pour promouvoir des connaissances, des compétences et des qualifications critiques. Pour y arriver, l'ADEA doit « être une organisation panafricaine ouverte et flexible, qui informe et facilite la transformation de l'éducation et de la formation pour le développement accéléré et durable de l'Afrique ». C'est la déclaration de mission de l'ADEA, qui, avec sa vision, s'appuie sur des valeurs fondamentales telles que l'appropriation africaine, la confiance mutuelle, l'engagement au changement, l'intégrité, la sensibilité au genre et l'équité des opportunités des résultats.

Réaliser cette vision et cette mission oblige l'ADEA à recentrer ses priorités et à davantage mettre l'accent sur l'appui à la mise en œuvre. L l'ADEA cherche, en partenariat avec d'autres parties prenantes, à soutenir les pays afin qu'ils s'attaquent aux systèmes d'éducation et de formation médiocres. La Triennale 2012 a largement discuté ce point, et a abouti à des recommandations concrètes. Dans le même temps, l'ADEA doit renforcer ses capacités organisationnelles, pour maintenir son succès, son intérêt et l'avantage comparatif qu'elle a depuis des années.

Le PSMT explique de manière exhaustive les trois domaines de compétences critiques – les compétences de base, les compétences techniques et professionnelles, et les compétences scientifiques et technologiques – dont le développement exige une réforme radicale à tous les niveaux pour aller vers un apprentissage de qualité et équitable. Ceci signifie révolutionner le développement des politiques et stratégies nationales, des curricula, ou encore la formation et le développement professionnel des enseignants. Ces changements doivent amener l'Afrique à aller vers une économie basée sur les compétences et la connaissance et qui soit compétitive au niveau mondial.

> Mission de l'ADEA : Être une organisation panafricaine ouverte et flexible qui informe et facilite la transformation de l'éducation et de la formation pour mener le développement accéléré et durable de l'Afrique.

Le Plan stratégique s'articule autour de cinq objectifs stratégiques:

- Encourager les politiques, les stratégies, les pratiques et les programmes qui promeuvent les connaissances, compétences et qualifications essentielles.
- Développer et promouvoir des solutions d'éducation et de formation menées par l'Afrique pour répondre aux besoins nationaux et régionaux.
- Encourager une plus grande utilisation des TIC pour accélérer la transformation des approches et des résultats de l'éducation et de la formation.
- Profiter de l'effet de levier d'un réseau de partenaires varié et durable.
- Renforcer la capacité et l'efficacité de l'organisation.

Font partie des initiatives stratégiques du premier objectif : les activités de conseil donné aux pays pour la mise en œuvre de politiques et stratégies d'éducation et de formation, le soutien technique pour développer et reproduire les pratiques et programmes novateurs, la contribution aux efforts nationaux et régionaux de suivi du développement des compétences critiques ; le soutien apporté aux approches sensibles au genre. Dans le deuxième objectif, l'accent est mis sur le soutien au plan d'action de la Deuxième décennie de l'éducation de l'Union africaine, sur la promotion d'une coopération interpays et de l'intégration régionale, avec une plus grande divulgation et utilisation des solutions africaines existantes. Les initiatives stratégiques du troisième objectif sont axées sur l'intégration des TIC dans les politiques et stratégies éducatives. Le développement de partenariats et l'engagement de la diaspora africaine s'inscrivent dans les initiatives du quatrième objectif stratégique.

Le Plan à Moyen Terme (2013-2017) peut être téléchargé sur le site internet de l'ADEA à l'adresse suivante : www.adeanet.org

Vision de l'ADEA

Demain l'Afrique

Que voulons-nous ? Où allons-nous ? Comment y arriver ?

Dans un monde évoluant rapidement, l'ADEA est elle aussi appelée à changer. En son sein même, le mouvement en cours le plus notable est le processus d'africanisation, qui lui-même s'insère dans des dynamiques plus importantes aux niveaux régionaux et internationaux.

La nouvelle vision de l'ADEA la repositionne face aux besoins et aux défis auxquels l'Afrique est confrontée. Elle préconise une approche holistique et intégrée pour la transformation des sociétés africaines et de leurs systèmes éducatifs. Elle détermine également la marche à suivre pour améliorer l'éducation et la formation et stimuler ainsi la capacité du continent à innover et à assurer la croissance économique et le développement durable.

Le document articule un triple futur : un futur de l'ADEA, censé promouvoir un futur de l'éducation, lequel doit impulser le développement futur de l'Afrique, accéléré et durable. Commençant par une description de l'Afrique aujourd'hui, le document se termine par une vision de l'ADEA, résolument positionnée pour « apporter sa contribution unique et déterminante à la transformation de l'éducation et de la formation au service du développement accéléré de l'Afrique ».

L'Afrique aujourd'hui

Le document décrit un continent qui, malgré son grand potentiel de transformation, demeure à la traîne. Ce retard est illustré par quelques données et constats majeurs :

- Le PIB et le PIB par tête demeurent faibles ;
- Les économies africaines sont encore dominées par les économies informelles et de subsistance à faible valeur ajoutée ;
- L'économie reste peu diversifiée ;
- La croissance économique produit peu d'avancées sociales décisives ;
- La mauvaise gouvernance et la faiblesse des institutions démocratiques sont un handicap pour le développement ;
- L'Afrique peine à s'intégrer dans l'économie mondiale.

Parmi les facteurs décisifs de ce retard de développement, l'analyse révèle les faibles performances des systèmes d'éducation et de formation.

Quelques données significatives :

- le stock d'éducation et de formation demeure insuffisant : les taux d'alphabétisation sont faibles (62%), ainsi que les taux de scolarisation pré-primaire(12), primaire (76) et secondaire inférieur (41) et supérieur (27) et les taux de survie (70 en dernière année du primaire) ;
- l'enseignement technique et la formation professionnelle demeure faible et représente une part décroissante dans les systèmes éducatifs ;
- les taux d'inscription du supérieur est bas (6) et le nombre d'institutions de recherche insuffisant (86 en 2006) ;
- la qualité de l'éducation est médiocre et les systèmes sont inefficients (3 enfants sur 10 qui y entrent abandonnent le primaire avant la fin) ;
- l'espérance de vie scolaire (8 ans) est inférieure à celle du reste du monde ;
- les filières et les disciplines scientifiques et technologiques ont une place marginale ;
- Les investissements dans l'éducation et la formation sont encore insuffisants.

Demain l'Afrique

« Une Afrique dynamique et innovatrice, prospère et inclusive, en paix et maîtresse de son destin, compétitive et gagnante sur la scène internationale ». Cette vision renforce l'idée de plus en plus répandue que l'Afrique en marche a le potentiel de devenir le continent du XXIème siècle.

> Vision de l'ADEA : Une éducation et une formation de haute qualité tournées vers la promotion de compétences critiques pour le développement durable et accéléré de l'Afrique

Le document nous avertit cependant que pour réaliser cette vision, une transformation structurelle des économies doit s'opérer afin d'optimiser les potentiels naturels, démographiques et socio-culturels.

Cette transformation ne peut se produire sans le développement et la transformation du capital humain en opportunité économique par le biais de trois voies principales :

- l'employabilité et l'emploi des jeunes ;
- l'habilitation des femmes en tant qu'actrices majeures du développement économique ;
- l'impulsion des capacités entrepreneuriales et transformationnelles des classes moyennes.

Quelle éducation et quelle formation ?

Pour opérer ces transformations, le document affecte à l'éducation et à la formation un rôle crucial. Mais quelle éducation et quelle formation ? « Une éducation et une formation de qualité résolument orientées vers la promotion des compétences critiques pour le développement accéléré et durable de l'Afrique ». Cette réponse découle des conclusions de la Triennale 2012 qui placent le développement de ces compétences dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie.

Trois niveaux sont considérés :

- Les compétences de base : elles forment le socle commun que chaque africain, enfant, jeune ou adulte, doit acquérir et qui comprend les compétences

d'apprentissage et de communication, d'insertion dans la société et dans le monde du travail, de développement personnel et de promotion d'une identité africaine ;
- Les compétences techniques et professionnelles : elles englobent les compétences qui favoriseront la transformation structurelle des économies, l'employabilité des jeunes et l'habilitation des femmes et les compétences pour intégrer et anticiper les mutations et innovations technologiques, moderniser les systèmes de production et les services et impulser l'industrialisation ;
- Les compétences scientifiques et technologiques : elles contribueront à la diffusion large d'une culture scientifique et à l'émergence d'économies et de sociétés basées sur le savoir, aideront à trouver des solutions aux problématiques de développement et traduiront les résultats de la recherche en technologies et pratiques innovantes.

Dans cette perspective, les systèmes éducatifs existants doivent être transformés. Des réformes fondamentales sont nécessaires ainsi que des changements de paradigmes pour promouvoir :
- Une vision holistique, diversifiée et intégrée de l'éducation et de la formation qui englobe tous les niveaux, toutes les filières, toutes les opportunités et toutes les ressources d'éducation qu'elles soient formelles, non-formelles, informelles, présentielles, à distance ou libres ;
- Une approche stratégique de l'éducation et de la formation qui doit passer d'une logique d'offre à celle basée sur la demande et qui aligne le développement des compétences sur les besoins du développement, du marché du travail et des communautés.

Les réformes en direction du développement accéléré et durable de l'Afrique exigent également de repositionner l'équité et la qualité au centre des systèmes. L'inclusion de tous suppose que l'on offre à chacun les opportunités d'apprentissage répondant à ses propres besoins. La qualité de l'éducation se traduit aussi par l'efficacité externe des apprentissages en termes de bénéfices individuels et collectifs. Cette nouvelle culture de la qualité doit être intégrée et entretenue par les décideurs politiques et acteurs de l'éducation.

Les réformes à mener appellent au moins quatre ruptures :
- Intégrer le patrimoine culturel, linguistique et historique ;
- Placer les sciences, les mathématiques et les technologies au centre des apprentissages ;
- Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, devenue vitale dans un monde où les mutations rapides et profondes exigent le renouvellement perpétuel des connaissances et des compétences ;
- Intégrer les technologies de l'information et de la communication dans l'éducation et la formation.

Repositionner l'ADEA comme agent de changement

Pour que l'ADEA soit à même de jouer un rôle clé dans la transformation de l'Afrique, la Vision l'appelle à se repositionner, sans perdre toutefois son identité actuelle et sa valeur ajoutée. Ses avantages comparatifs incluent sa capacité unique à rassembler les responsables politiques, les parties prenantes et les partenaires de l'éducation; sa capacité de réseautage qui permet de mobiliser des équipes de recherche-action et des experts à travers l'Afrique ; son approche praxis appliquée à l'apprentissage par le dialogue, l'analyse et l'échange.

Tout en conservant ces atouts fondamentaux, l'ADEA doit néanmoins se transformer pour devenir un catalyseur des changements nécessaires. Ce repositionnement est à la fois stratégique et opérationnel.

Sur le plan stratégique, la nouvelle vision engage l'ADEA à être un catalyseur dans la promotion d'une éducation et une formation de qualité. Au-delà de l'éducation pour tous, l'ADEA est appelée à approfondir les concepts, les stratégies et les pratiques de qualité en relation avec l'équité, la pertinence et l'efficacité externe. L'ADEA est également appelée à contribuer, sur le terrain, à l'implantation réussie des changements.

Sur le plan organisationnel, le repositionnement de l'ADEA a pour principal objectif d'accroître l'efficacité de son action. Quatre grands axes sont envisagés :
- la focalisation des programmes et activités sur les besoins prioritaires des ministères de l'éducation et de la formation. L'ADEA devra privilégier le renforcement des capacités, notamment dans l'élaboration de cadres stratégiques pour le développement de compétences et la formulation de réformes.
- l'amélioration de la coordination de l'ensemble des unités fonctionnelles, des programmes et des activités de l'ADEA ;
- le renforcement des capacités et des performances des unités fonctionnelles ;
- la mise en place d'un système de gestion par les résultats.

A présent munie d'une nouvelle Vision et d'un Deuxième Plan stratégique à moyen-terme (2013-2017) qui s'en inspire, l'ADEA se donne aujourd'hui les moyens d'être un agent majeur de transformation de l'éducation et de la formation en Afrique. La mise en œuvre des recommandations de l'audit organisationnel mené en 2013 devrait en outre équiper l'ADEA des capacités qui lui permettront de mener sa mission au mieux,ede participer activement dans les perspectives post 2015 et de contribuer ainsi activement à la construction de la vision du continent africain.

Article basé et extrait d'un texte par Mamadou Ndoye[1]

Voir l'article intégral de M. Ndoye sur le document de vision de l'ADEA

Le document de vision peut être téléchargé sur le site web de l'ADEA www.adeanet.org

1. Mamadou Ndoye et Sissel Volan sont les auteurs du document de vision de l'ADEA. Ils ont été respectivement Secrétaire exécutif et présidente de l'ADEA.

Ressources de l'ADEA

www.adeanet.org

Just published

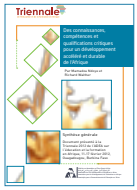
Promouvoir les connaissances, compétences et qualifications critiques pour le développement durable de l'Afrique : comment édifier et concevoir une réponse efficace des systèmes d'éducation et de formation.

Compte rendu de la Triennale 2012 de l'ADEA (Ouagadougou, Burkina Faso, 11-17 février 2012). ADEA.

La publication est un compte rendu de la Triennale 2012 de l'ADEA sur l'éducation et la formation en Afrique (Ouagadougou, Burkina Faso, 11 17 février 2012). La Triennale avait pour thème : « Promouvoir les connaissances, compétences et qualifications critiques pour le développement durable de l'Afrique ». La Triennale est l'événement majeur de l'éducation en Afrique et la principale conférence de l'ADEA en matière de dialogue politique. Elle rassemble l'ensemble du « réseau de l'ADEA », notamment un large éventail de ministres et responsables de ministères, représentants des agences de développement, chercheurs, experts, organisations de la société civile et autre parties prenante des secteurs de l'éducation et du développement. Près 2000 participants ont assisté à cette manifestation à Ouagadougou. Une journée de la diaspora et une journée Afrique-Corée ont été organisées en marge de la Triennale.

Connaissances, compétences et qualifications critiques pour le développement accéléré et durable de l'Afrique

Synthèse générale – document présenté à la Triennale de l'ADEA sur l'éducation et la formation en Afrique et publié après la Triennale (Ouagadougou, Burkina Faso, 11-17 février 2012)
Mamadou Ndoye et Richard Walther



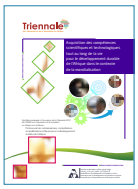
C'est le principal document présenté à de la Triennale 2012 de l'ADEA sur le thème «Promouvoir les connaissances, compétences et qualifications critiques pour le développement durable de l'Afrique». Il a été publié après cette manifestation de façon à prendre en compte des discussions qui se sont déroulées à Ouagadougou où se tenait la Triennale. Le document résume et présente trois autres documents publiés après la Triennale, analysant chacun de manière plus approfondie trois dimensions des compétences critiques nécessaires pour le développement durable de l'Afrique : le socle de compétences pour l'apprentissage tout au long de la vie et le développement durable, le développement de compétences techniques et professionnelles tout au long de la vie pour la croissance économique durable de l'Afrique ; l'acquisition tout au long de la vie de connaissances et compétences scientifiques et technologiques pour le développement durable de l'Afrique dans le contexte de la mondialisation.

Socle commun de compétences pour un apprentissage tout au long de la vie et le développement durable en Afrique

Synthèse préparée pour la Triennale 2012 de l'ADEA sur l'éducation et la formation en Afrique (Ouagadougou, Burkina Faso, 11-17 février 2012)
Wim Hoppers et Amina Yekhlef

Ce document passe en revue le travail analytique effectué par l'ADEA pour la Triennale 2012 sur la question du socle commun de compétences et les discussions qui se sont déroulées à Ouagadougou où était organisée la Triennale. Il se compose de chapitres sur la nature et l'état de la pratique du socle commun de compétences, les conditions propices à l'acquisition des compétences et les recommandations de la Triennale sur le sujet. Il s'accompagne d'une bibliographie détaillée.

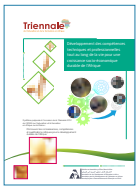
Développement des compétences techniques et professionnelles tout au long de la vie pour une croissance économique durable de l'Afrique



Synthèse préparée pour la Triennale 2012 de l'ADEA sur l'éducation et la formation en Afrique (Ouagadougou, Burkina Faso, 11-17 février 2012)
Georges Afeti et Ayélé Léa Adubra

Le document fait le point sur le travail analytique entrepris par l'ADEA lors de la préparation de la Triennale et des discussions qui se sont déroulées lors de la Triennale sur le développement de compétences techniques et professionnelles (des faits DP). Il englobe des chapitres sur le contexte du DCTP en Afrique, les conditions pour le DCTP tout au long de la vie pour la croissance socio-économique durable de l'Afrique, les défis, problèmes et choix de politiques clés et les recommandations découlant de la Triennale sur le DCTP. Il contient une bibliographie détaillée.

Acquisition des connaissances et compétences scientifiques et technologiques tout au long de la vie pour le développement durable de l'Afrique dans le contexte de la mondialisation



Synthèse préparée pour la Triennale 2012 de l'ADEA sur l'éducation et la formation en Afrique (Ouagadougou, Burkina Faso, 11-17 février 2012)
Kabiru Kinyanjui et Khadidja Khoudari

Ce document définit les moyens de construire et de renforcer les capacités de l'Afrique à acquérir, générer, adopter et utiliser les connaissances et compétences scientifiques et technologiques pour faire face aux défis du développement durable en Afrique dans le contexte de la mondialisation. Le document a été préparé pour la Triennale 2012 de l'ADEA. Il prend en compte les discussions qui se sont déroulées à Ouagadougou où s'est tenue la Triennale. Il inclut une bibliographie détaillée.

Cadre stratégique de politique pour la mise en œuvre des recommandations de la Triennale 2012

Le cadre stratégique a été élaboré par l'ADEA pour guider les pays dans la conception et la mise en œuvre des stratégies et politiques encourageant le développement de compétences critiques pour le développement accéléré et durable de l'Afrique. Le document et les recommandations qu'il contient ont été entérinés par le Sommet des chefs d'État de l'Union africaine qui s'est réuni à Addis-Abeba en janvier 2013.

Document de vision de l'ADEA

Mamadou Ndoye et Sissel Volan

C'est la deuxième version du document de vision de l'ADEA. Il a été rédigé à la demande du Comité Directeur de l'ADEA en 2011. Ce document présente trois avenirs: l'avenir de l'ADEA, l'avenir du système d'éducation et de formation en Afrique et l'avenir du continent africain. Le document souligne les étapes nécessaires pour revoir les systèmes d'éducation et de formation de l'Afrique. Des réformes de fond et des changements de paradigme sont nécessaires pour qu'ils puissent produire les compétences et le capital humain dont l'Afrique a besoin pour stimuler le développement accéléré et durable du continent. Le document décrit également la nécessité pour l'ADEA de se repositionner sur le plan stratégique et opérationnel pour être plus efficace et réactive aux besoins des pays africains.

La lettre de l'ADEA

Lettre d'information trimestrielle publiée par l'ADEA
Prière d'adresser toute correspondance à : La rédactrice en chef de la Lettre d'information de l'ADEA – Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) – Banque africaine de développement (BAD) – Agence temporaire de relocalisation (ATR)
13 avenue du Ghana – BP 323 – 1002 Tunis Belvédère – Tunisie – tél. : +216/ 71 10 39 86 – fax : +216/ 71 25 26 69 – mél : adea@afdb.org
ww.adeanet.org
Maquette et mise en page : Souris Bleue

Les points de vue et opinions exprimés dans les articles signés de la lettre d'information de l'ADEA sont ceux des auteurs et ne doivent pas être attribués à l'ADEA, à toute autre organisation, ou à tout autre individu.